ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 2 novembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1017 ■

OPEP+

L'Algérie et six autres pays maintiennent leur production inchangée en décembre

P 16

SONATRACH

5 748 milliards de DA de chiffre d'affaires en 2025

Production, ventes, investissements, exportations et ressources humaines : le rapport annuel 2025 de Sonatrach présente les principaux indicateurs d'activité du groupe pour l'exercice écoulé. P 3

● Développement de la pétrochimie : Sonatrach mise sur quatre projets clés d'ici 2027



HABITAT

Distribution de 133.780 logements à travers le pays

Une vaste opération de distribution de logements, au nombre de 133.780 unités toutes formules confondues, a été lancée hier à travers le pays, à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale.

P 2

HYDROCARBURES, AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

L'Algérie mobilise sa diaspora scientifique

L'Algérie renforce sa démarche visant à mobiliser les compétences scientifiques et technologiques de sa diaspora pour accompagner le développement des secteurs stratégiques de l'économie nationale. Hydrocarbures, agriculture et environnement figurent parmi les domaines prioritaires dans lesquels les pouvoirs publics entendent tirer profit de l'expertise acquise par les chercheurs et spécialistes algériens établis à l'étranger.

P 3

AFRIQUE

L'intelligence artificielle ne s'importe pas, elle se maîtrise

Après notre compte rendu et notre analyse des rencontres de Bangkok, consacrées aux enjeux économiques et technologiques du développement, nous poursuivrons notre décryptage avec les conclusions du sommet de Séoul, puis celles du sommet Russie-Afrique de Moscou.

Par Kaci-Kacem AITYALLA

P 5

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Mobilis lance de nouveaux services numériques P 4

DOTÉE D'UN CAPITAL DE CINQ MILLIARDS DE DOLLARS

Création de la Banque africaine de l'énergie P 4

MOSTAGANEM

Entré en service du guichet unique du port commercial P 6

HABITAT

Distribution de 133.780 logements à travers le pays

Une vaste opération de distribution de logements, au nombre de 133.780 unités toutes formules confondues, a été lancée hier à travers le pays, à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale.
Ces chiffres ont été dévoilés samedi dernier, rappelle-t-on, par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, lors d'une rencontre nationale ayant regroupé les cadres du secteur, les directeurs de wilaya et les responsables des établissements sous tutelle, en présentiel et par visioconférence.
Ces logements comprennent notamment les premières unités du programme « AADL 3 ». Il s'agit d'un premier quota de 3.789 logements, répartis sur 12 wilayas, dont la distribution a été réalisée dans un délai « record », après l'ouverture des souscriptions sur la plateforme numérique dédiée en juillet 2024, ce qui constitue « le véritable lancement du processus de distribution, qui se poursuivra au cours des prochaines étapes », a indiqué M. Belaribi.
Le reste des logements, portant sur un total de 133.780 logements, comprend 36.865 unités de logement public locatif (LPL), 36.382 unités dans le cadre de l'autoconstruction dans les lotissements sociaux, 27.440 aides dans le cadre de la construction rurale, 17.538 logements promotionnels libres, 11.566 logements promotionnels aidés (LPA) et 200 logements promotionnels publics (LPP).
Cette opération s'inscrit, selon le ministre, dans le cadre du programme national de logements décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à réaliser et à distribuer 2 millions de logements durant la période 2025-2029, « ce qui traduit l'engagement de l'État à continuer à renforcer le caractère social de sa politique de logement ». Le ministre a réitéré la détermination du secteur à aller de l'avant dans la concrétisation des programmes tracés et l'intensification des efforts pour répondre à la demande de logements, toutes formules confondues, en veillant à améliorer les conditions de vie des citoyens et à garantir leur droit à un logement décent.
Lancée en juillet 2024, la souscription au programme « AADL 3 » a été suivie de l'examen des dossiers en 2025, avant que le secteur n'entame, dans un « délai record », la phase de remise des logements, en concrétisation des engagements de l'État envers le citoyen, ajoute M. Belaribi, précisant que « la réussite des programmes de logements ne se mesure pas uniquement à l'ampleur des projets annoncés, mais également à leur concrétisation sur le terrain et à la remise des logements à leurs bénéficiaires dans les délais impartis ».

Synthèse Z R

HYDROCARBURES, AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

L'Algérie mobilise sa diaspora scientifique

L'Algérie renforce sa démarche visant à mobiliser les compétences scientifiques et technologiques de sa diaspora pour accompagner le développement des secteurs stratégiques de l'économie nationale. Hydrocarbures, agriculture et environnement figurent parmi les domaines prioritaires dans lesquels les pouvoirs publics entendent tirer profit de l'expertise acquise par les chercheurs et spécialistes algériens établis à l'étranger.

Par Z R.

Cette orientation s'est traduite, ces derniers jours, par une série de rencontres entre plusieurs ministres et le coordinateur du Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, le professeur Elias Zerhouni, en vue de renforcer les échanges scientifiques, d'encourager l'innovation et d'accompagner les projets nationaux. En effet, cette démarche s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à associer davantage les compétences nationales établies à l'étranger aux efforts de développement du pays. Tout cela s'inscrit dans la stratégie du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à faire de la diaspora scientifique un partenaire du développement national, en valorisant les connaissances, les expériences et les réseaux internationaux dont elle dispose.
C'est dans ce cadre qu'un Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger a été créé fin septembre dernier.

Les hydrocarbures au cœur du transfert technologique

Ainsi, dans le secteur des hydrocarbures, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, avant-hier à Alger, le professeur Elias Zerhouni pour examiner les moyens de renforcer la coopération scientifique et technique et de mobiliser les compétences algériennes à l'étranger au service du développement de l'industrie pétrolière et gazière.
Selon un communiqué du ministère, les discussions ont notamment porté sur l'association des chercheurs et experts de la diaspora aux activités de recherche et développement, ainsi qu'au développement de technologies industrielles avancées. L'objectif est de renforcer les capacités nationales dans un secteur stratégique pour l'économie nationale, tout en favorisant la maîtrise des technologies et le développement d'une industrie locale des équipements et matériels destinés aux activités pétrolières et gazières. La coopération envisagée concerne également la réduction des émissions de méthane et de l'empreinte carbone des activités du secteur, ainsi que l'échange d'expertises dans le domaine du dessalement de l'eau de mer. Ces axes de travail témoignent de la volonté d'associer l'expertise scientifique aux impératifs de performance industrielle, de valorisation des ressources nationales et de transition vers des procédés moins polluants.

L'agriculture mise sur la recherche et l'innovation

La mobilisation de la diaspora scientifique concerne également l'agriculture, un secteur déterminant pour le renforcement de la sécurité alimentaire et la réduction de la dépendance aux importations. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, a reçu, de son côté, le coordinateur du Haut Conseil, accompagné de membres de cette instance, afin d'examiner les mécanismes permettant de mettre les compétences scientifiques algériennes établies à l'étranger au service du développement agricole.
Les échanges ont porté sur la mobilisation de la recherche scientifique, de l'innovation et des technologies modernes pour répondre aux défis du secteur, notamment les effets des changements climatiques, l'amélioration des rendements et l'accroissement de la production, particulièrement dans les filières stratégiques. Le développement des semences locales et l'amélioration des races animales figurent également parmi les domaines de coopération examinés.
Le recours aux connaissances et aux expériences acquises à l'étranger pourrait ainsi contribuer à renforcer les capacités nationales de recherche, à améliorer la productivité et à promouvoir des solutions adaptées aux conditions agroclimatiques du pays.

L'environnement : des projets à forte composante scientifique

Le secteur de l'environnement constitue un autre axe de cette démarche. La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaoutar Krikou, et le professeur Elias Zerhouni sont convenus, lors d'une réunion de travail, de créer un groupe de travail spécialisé chargé d'accompagner les projets sectoriels sur les plans scientifique et technique, avec la participation de compétences nationales établies à l'étranger.
Ce groupe devra notamment contribuer aux projets liés à l'économie circulaire, à la préservation de la biodiversité, à la lutte contre la pollution et à l'atténuation des effets des changements climatiques.
Plusieurs projets ont été présentés à cette occasion, notamment la valorisation de la saumure issue des stations de dessalement de l'eau de mer, le traitement de la pollution, l'épuration de l'eau et le développement de solutions relevant de l'économie circulaire. Autant de domaines dans lesquels l'expertise scientifique et technologique peut favoriser l'émergence de procédés innovants et améliorer la gestion des ressources naturelles.
La ministre a également évoqué le projet de conception d'une plateforme nationale destinée à recenser près de 27.000 espèces et à définir les mesures nécessaires à leur protection, notamment celles menacées d'extinction. Les possibilités de contribution du Haut Conseil à ces travaux ont été examinées, en particulier en matière d'échange d'expertise et d'accompagnement scientifique des initiatives engagées en coordination avec le secteur de l'agriculture.
À travers ces initiatives, l'État traduit sa volonté de dépasser les échanges institutionnels pour aller vers une mobilisation plus opérationnelle des compétences algériennes à l'étranger. Les mécanismes de coopération envisagés visent à associer les experts aux projets sectoriels, à favoriser le transfert de technologies et à apporter des réponses scientifiques à des problématiques concrètes, qu'il s'agisse de la performance des industries pétrolière et gazière, de la sécurité alimentaire ou de la préservation des ressources naturelles.

HYDRAULIQUE

L'ADE et l'ADC signent des contrats pour renforcer la sécurité hydrique

L'Algérienne des Eaux (ADE) et la Société algérienne de dessalement de l'eau (ADC), filiale du groupe Sonatrach, ont signé, jeudi à Alger, des contrats de vente et d'achat d'eau, dans le cadre de la finalisation du processus contractuel entre les deux entreprises et du renforcement de la complémentarité entre la production d'eau dessalée et sa distribution.
La cérémonie de signature s'est déroulée au siège du ministère des Hydrocarbures, sous la supervision du secrétaire général du ministère des Hydrocarbures, du secrétaire général du ministère des Finances et de l'inspecteur général du ministère de l'Hydraulique, en présence de responsables du groupe Sonatrach et de l'ADC, ainsi que de cadres des secteurs concernés, indique un communiqué de l'ADC.
Les contrats ont été signés par le Directeur général de l'ADE et les présidents des conseils d'administration des cinq grandes stations de dessalement de l'eau de mer de l'ADC, situées à El Tarf, Béjaïa, Boumerdès, Tipasa et Oran.
Ces stations s'inscrivent dans le cadre du deuxième programme complémentaire de dessalement de l'eau de mer, décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et dont les installations sont entrées en service au début de l'année 2025, selon la même source.
Ces contrats visent à assurer la régularité de l'exploitation des installations de dessalement, à préserver leur disponibilité technique et leur rendement, ainsi qu'à protéger les investissements publics, contribuant ainsi à améliorer l'exploitation des capacités de production de ces stations et à assurer la continuité du service public.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SONATRACH

5 748 milliards de DA de chiffre d'affaires en 2025

Production, ventes, investissements, exportations et ressources humaines : le rapport annuel 2025 de Sonatrach présente les principaux indicateurs d'activité du groupe pour l'exercice écoulé.

Synthèse S. R.

La compagnie nationale affiche une production primaire de 193,7 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), des ventes de 165,1 millions de TEP et des investissements de 1 078 milliards de dinars. Sur le plan financier, le chiffre d'affaires global de la société mère s'établit à 5 748 milliards de dinars, dont 5 230 milliards réalisés à l'exportation, pour un résultat net de 603 milliards de dinars. À l'échelle du groupe, le chiffre d'affaires consolidé atteint 7 382 milliards de dinars, en baisse de 15 % par rapport à 2024, tandis que le résultat net consolidé recule de 25 %, à près de 729 milliards de dinars.
La production primaire d'hydrocarbures, quasiment au même niveau qu'en 2024, se compose de 151,7 millions de TEP issus de l'effort propre de Sonatrach et de 42,1 millions de TEP produits en association. Dans le détail, la production de pétrole brut s'élève à 47,5 millions de tonnes et celle du gaz naturel à 134,3 milliards de mètres cubes, tandis que le condensat et le GPL aux champs représentent respectivement 8,3 et 8,7 millions de tonnes. Du côté de l'exploration, la compagnie a enregistré 17 découvertes, toutes réalisées en effort propre, pour 84,6 millions de TEP de ressources en place. Les opérations de forage ont porté sur 178 puits terminés, en hausse de 4 %, et sur 537 040 mètres forés, soit une progression de 7 %.
Cette stabilité de la production s'accompagne d'une hausse de 1,4 % des ventes totales, à 165,1 millions de TEP. Les ventes sur le marché national atteignent 76,1 millions de TEP, en progression de 6 %, alors que les exportations, qui incluent les ventes des associés, s'établissent à 89 millions de TEP, en recul de 3 %. Sur le marché intérieur, les livraisons de gaz naturel s'élèvent à 57,3 milliards de mètres cubes (+7,8 %) et les ventes de produits raffinés à 16,6 millions de tonnes (+3,6 %), avec des hausses de 6,1 % pour l'essence et de 4,8 % pour le gasoil. À l'exportation, les volumes comprennent notamment 18,8 millions de tonnes de pétrole brut, 2,9 millions de tonnes de condensat, 6,1 millions de tonnes de GPL et 14,2 millions de tonnes de produits raffinés. Les exportations de gaz naturel atteignent 34 milliards de mètres cubes et celles de GNL 20,5 millions de mètres cubes.
Pour soutenir cette activité, Sonatrach a investi 1 078 milliards de dinars en 2025, soit l'équivalent de 7,9 milliards de dollars et une progression de 29 % sur un an. L'exploration-production mobilise 740 milliards de dinars, soit 69 % de l'enveloppe globale. Le raffinage et la pétrochimie bénéficient de 190 milliards de dinars (+276 %), contre 59 milliards pour le transport par canalisations et 56 milliards pour la liquéfaction et la séparation. La production pétrochimique, de son côté, s'établit à 137 184 tonnes, dont 112 433 tonnes au complexe CP1Z d'Arzew et 24 751 tonnes au complexe CP2K de Skikda.
Parallèlement, les importations de produits pétroliers atteignent 1,404 million de tonnes, dont 1,078 million de tonnes de gasoil.
Le rapport met aussi en avant la politique de contenu local et le volet social. Sonatrach a conclu 2 589 contrats pour une valeur globale de 881 milliards de dinars, dont 2 150 attribués à des entreprises algériennes, soit 83 % du nombre total, pour un montant de 512 milliards de dinars. Côté ressources humaines, l'effectif global du groupe atteint 71 051 agents, en hausse de 6,4 %, dont 61 183 permanents. Les recrutements externes s'élèvent à 5 844 agents, et 41 272 collaborateurs ont suivi des actions de formation, pour un budget de 11,3 milliards de dinars. Enfin, en matière de sécurité et d'environnement, le volume de gaz torché se limite à environ 2,6 milliards de mètres cubes, soit une baisse d'environ 30 % par rapport à 2020. Le groupe a également recensé 14 accidents du travail en 2025, contre 17 en 2024, et réalisé plus de 900 exercices d'urgence.

DÉVELOPPEMENT DE LA PÉTROCHIMIE

Sonatrach mise sur quatre projets clés d'ici 2027

Par Selma R.

Sonatrach entend accélérer le développement de l'industrie pétrochimique en s'appuyant sur quatre projets structurants. Trois sont en cours de réalisation et le quatrième est en phase d'étude d'ingénierie. Financés sur fonds propres, ces investissements visent à réduire la dépendance aux importations, à renforcer la production nationale et à développer de nouvelles chaînes de valeur industrielles. C'est ce qui ressort de la table ronde organisée samedi par l'association nationale « Club Energy ».
La stratégie de développement de la pétrochimie figure parmi les priorités de Sonatrach, qui ambitionne de mieux valoriser les ressources nationales en hydrocarbures et de substituer progressivement la production locale aux importations. Intervenant lors de cette rencontre consacrée aux perspectives de la filière pétrochimique en Algérie, la directrice de la planification et de la performance de l'activité raffinage à Sonatrach, Safia Ourari, a présenté les principaux projets inscrits dans le portefeuille du groupe.
Le premier projet porte sur la valorisation du méthanol et du butane, avec une mise en production prévue en 2027. Deux autres complexes sont actuellement en construction : l'un est consacré à la valorisation du propane, l'autre à la production de kérosène et de benzène. Le quatrième projet concerne la réalisation d'un complexe de production d'éthylène, qui en est à l'étude d'ingénierie. Entièrement financés sur les ressources propres de Sonatrach, ces quatre investissements répondent à une logique de transformation locale et de création de valeur ajoutée. « Nous travaillons à définir nos choix en matière de projets pétrochimiques en fonction des grandes orientations du pays et des besoins prioritaires, notamment les matières premières qui représentent une part importante de nos importations », a expliqué Safia Ourari.
L'ampleur du défi apparaît dans les volumes d'importations enregistrés. Entre 2010 et fin 2025, l'Algérie a importé près de 38 millions de tonnes de produits pétrochimiques, tous types confondus. Aujourd'hui, la production nationale ne couvre qu'environ un tiers de la demande intérieure, le reste étant satisfait principalement par les importations. Pour la responsable de Sonatrach, la disponibilité des matières premières, l'accès aux technologies et la mobilisation des capitaux sont des paramètres déterminants dans le choix et la concrétisation des projets. Elle précise que les investissements pétrochimiques offrent des taux de rentabilité interne pouvant dépasser 15 %, voire atteindre 18 %. La création de valeur ne se mesure cependant pas uniquement aux performances financières : elle doit aussi être appréciée en fonction des emplois générés et des retombées sur le tissu industriel national. Les grands projets pétrochimiques exigent généralement sept à huit ans de réalisation, mais leurs effets sur l'emploi et le développement économique peuvent être importants.
Outre la réalisation de grands complexes, Sonatrach souhaite favoriser l'émergence d'un réseau d'entreprises nationales actives dans la transformation. Le groupe ambitionne ainsi de devenir le fournisseur de matières premières des petites et moyennes entreprises, appelées à développer les produits dérivés et les autres maillons de la chaîne de valeur. « Notre objectif est de développer des complexes industriels de dimension internationale, plutôt que de continuer à exporter des matières premières sans transformation », a indiqué Safia Ourari, qui insiste sur la nécessité de mieux valoriser les ressources nationales.
La responsable a également souligné l'importance du renouvellement des réserves d'hydrocarbures, afin de garantir à terme la disponibilité des matières premières destinées à l'industrie pétrochimique. Dans cette perspective, elle a rappelé le rôle de la technologie et la nécessité de mobiliser les compétences nationales, notamment celles des universités et des centres de recherche. L'ambition est de construire une filière intégrée, capable de répondre aux besoins du marché national tout en se positionnant sur les marchés internationaux. Les experts présents à la rencontre partagent cette vision : ils ont insisté sur le développement des industries de transformation, du recyclage et des nouvelles activités de valorisation pour renforcer la compétitivité de la pétrochimie algérienne.

Les experts plaident pour une industrie pétrochimique intégrée et compétitive

Les autres intervenants ont mis l'accent sur les opportunités qu'offre le marché international et sur les atouts dont dispose l'Algérie pour bâtir une industrie compétitive. L'expert international en énergie, Ali Kefaifi, a rappelé que le marché mondial de la pétrochimie, estimé à 675 milliards de dollars, devrait atteindre 980 milliards de dollars à l'horizon 2034. Selon lui, l'Algérie possède plusieurs avantages pour prendre part à cette croissance et se positionner sur différentes chaînes de valeur, notamment celles des industries automobile, pharmaceutique et des matériaux plastiques. « La pétrochimie est essentielle à l'économie moderne », a-t-il souligné, en référence à la diversité des produits issus de cette industrie.
De son côté, le doyen de la faculté des hydrocarbures de l'Université de Boumerdès, Boudjema Hamada, a estimé que l'enjeu pour l'Algérie consiste à capter une part plus importante de la valeur ajoutée générée par la transformation des hydrocarbures. Selon lui, le développement de l'intégration industrielle pourrait permettre au pays de devenir un hub pétrochimique en Méditerranée et un acteur majeur en Afrique dans la production de polymères et d'engrais. Dans le même esprit, Mustapha Mekideche, président de la commission scientifique, technique et économique du Club Energy, a plaidé pour la construction d'un écosystème industriel complet, qui intègre les activités de transformation, de recyclage et les nouvelles filières de valorisation.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Mobilis lance de nouveaux services numériques

L'opérateur de téléphonie mobile Mobilis a lancé, samedi, de nouvelles applications et solutions numériques destinées aux particuliers et aux entreprises, dans le cadre de ses efforts visant à améliorer ses services pour les abonnés.
La cérémonie de lancement s'est déroulée à Alger, en présence du Pdg de Mobilis, Chaouki Boukhazani, ainsi que de représentants de plusieurs départements ministériels et de responsables d'organismes et d'entreprises nationales.
Il s'agit de l'application "Mobilis Care", développée à 100% en interne par l'entreprise, laquelle permet aux abonnés de consulter leurs soldes et leur consommation, de recharger leur compte et de payer leurs factures en ligne, ainsi que de découvrir les offres, d'activer les services de la 5G, de soumettre des réclamations et d'en suivre le traitement.
A cela s'ajoute l'application "Mobi-Transfer", destinée aux entreprises, qui permet de gérer les soldes de communication et de distribuer des unités Mobilis (MU) aux employés selon leurs besoins professionnels, en sus du lancement du service "M-View", permettant d'afficher des séquences vidéos sur l'écran du téléphone pendant l'attente de la réponse aux appels. Ce service sera gratuit durant la première année pour les entreprises contractantes avec Mobilis.
Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services, M. Boukhazani a annoncé que Mobilis avait obtenu des fréquences exclusives dans la bande des 2,6 GHz, "ce qui permettra de renforcer les performances du réseau et d'améliorer la qualité de la connexion".
Le lancement du défi "Mobilis Hacking Challenge" a également été annoncé afin de détecter les failles de sécurité de l'application "Mobilis Care", avec une récompense d'un million de dinars pour le gagnant, selon des conditions précises.

R E/APS

DOTÉE D'UN CAPITAL DE CINQ MILLIARDS DE DOLLARS

Création de la Banque africaine de l'énergie

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et l'Organisation des producteurs africains de pétrole (APPO) ont annoncé la création de la Banque africaine de l'énergie (BAE), lors de l'assemblée générale constitutive de cette nouvelle institution financière continentale, tenue samedi à Abuja (Nigéria), indique l'APPO sur son site web.
Dotée d'un capital autorisé de 5 milliards de dollars, la BAE "soutiendra des projets couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique, de l'exploration et la production au transport, en passant par le traitement, le raffinage et la distribution", précise l'organisation dans un communiqué, notant qu'ils s'agit d'investissements qui "visent à renforcer les capacités de production, à réduire la dépendance aux importations de produits pétroliers et à promouvoir le commerce intra-africain de biens énergétiques".
La BAE, créée en partenariat entre l'Afreximbank et l'APPO, a également pour mandat de promouvoir une participation africaine active au secteur énergétique du continent afin que "l'avenir énergétique de l'Afrique soit façonné par les Africains", souligne l'APPO.
L'assemblée générale de la BAE s'est déroulée en présence du ministre d'Etat nigérain aux Ressources pétrolières Heineken Lokpobiri, du président du conseil d'administration d'Afreximbank, George Elombi, du ministre des Mines, du pétrole et de l'énergie de Côte d'Ivoire Mamadou Sangafowa-Coulibaly, ainsi que et du secrétaire général de l'APPO, l'Algérien Farid Ghezali.
"La création de la Banque Africaine de l'Énergie confirme la détermination des gouvernements africains à assurer leur propre avenir énergétique. Cette initiative reconnaît que des investissements considérables dans la production et le transport d'énergie étaient nécessaires pour accélérer la croissance industrielle et tirer parti des immenses opportunités offertes par les technologies émergentes, en particulier l'intelligence artificielle (IA)", lit-on dans le communiqué de l'APPO.
L'organisation africaine de pétrole a précisé que la création de cette banque continentale intervient au moment où les besoins d'investissement énergétique du continent sont estimés à 200 milliards de dollars et ce afin de combler ce déficit de financement des investissements dans les hydrocarbures tout en soutenant une transition énergétique juste pour les pays africains.
L'AEB "fonctionnera comme une institution financière panafricaine supranationale indépendante. Elle cherchera à attirer des investissements de gouvernements, de compagnies pétrolières nationales, d'institutions financières et d'investisseurs privés afin de soutenir le développement énergétique sur le continent", a-t-on encore souligné.
La première assemblée générale a, par ailleurs, adopté la nomination du premier président de la Banque, Helmy Ghazi, et la formation de son premier conseil d'administration, composé de membres des secteurs public et privé ainsi que d'institutions politiques de premier plan de tout le continent, ajoute la même source.

Synthèse R E.

TRAVAUX PUBLICS

Lancement et mise en service de 95 projets de développement du réseau routier à travers 24 wilayas

Quatre-vingt quinze (95) projets de développement, de modernisation et d'entretien du réseau routier à travers 24 wilayas, sur une distance totale de 853,5 km, seront lancés et mis en service, à l'occasion de la célébration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base.
Le programme global porte sur 95 projets répartis à travers 24 wilayas, dont 56 projets destinés à être mis en service, sur un linéaire total de 464,5 km, et 39 nouveaux projets dont les travaux seront lancés sur un linéaire de 389 km, soit un total de 853,5 km, précise le communiqué.
"Cette opération s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du programme national visant le développement, la modernisation et l'entretien du réseau routier national et de wilaya, le renforcement de la connectivité entre les différentes régions, l'amélioration des conditions de transport et de déplacement, ainsi que le soutien au développement économique et social à travers les différentes wilayas du pays", souligne la même source.
Les opérations de mise en service concernent 10 projets de développement routier à travers 8 wilayas, sur un linéaire total de 64,5 km, en plus de 5 ouvrages d'art, la réalisation du dédoublement de routes sur 19 km, la modernisation de routes sur 35 km, ainsi que la réalisation de nouvelles routes sur 10,5 km.
Le programme prévoit également la mise en service de 46 projets d'entretien routier à travers 16 wilayas, sur un linéaire total de 400 km, répartis sur 8 projets d'entretien périodique sur 48 km, 15 projets de renforcement de routes nationales sur 222 km, et 23 projets d'entretien de routes de wilaya sur 130 km.
Parallèlement, il sera procédé au lancement de 17 projets de développement routier à travers 8 wilayas, sur un linéaire d'environ 147 km, ainsi que 14 ouvrages d'art, le dédoublement de routes sur 64 km, la modernisation de routes sur 47,5 km, la réalisation de voies de contournement sur 3,6 km ainsi que la réalisation de nouvelles routes sur 32,2 km, détaille le ministère.
Le programme comprend également le lancement de 22 nouveaux projets d'entretien routier,

ENTREPRISE PORTUAIRE DE SKIKDA

Traitement record de 200.000 conteneurs standards depuis début 2026

L'Entreprise portuaire de Skikda a réalisé, entre janvier et octobre 2026, un record en matière de traitement des conteneurs en ayant dépassé le seuil de 200.000 conteneurs EVP (équivalents vingt pieds, une unité de mesure utilisée dans le transport maritime pour exprimer la capacité des navires et des ports), a indiqué samedi le directeur commercial de l'Entreprise, Lyès Manaâ.
Le même responsable a souligné, dans une déclaration à l'APS, que ce chiffre (200.000 conteneurs) a été "atteint pour la première fois après celui enregistré durant toute l'année 2019 et qui avait atteint 191.300 conteneurs EVP".
Cette évolution reflète, selon M. Manaâ, "la dynamique que connaît l'activité des conteneurs dans le port de Skikda et illustre les efforts déployés pour améliorer la performance opérationnelle et augmenter les capacités de traitement des marchandises, renforçant ainsi la position de l'Entreprise dans le domaine du transport maritime".
D'autre part, dans le cadre du développement des opérations portuaires et du renforcement de ses capacités opérationnelles, l'Entreprise portuaire de Skikda vient d'acquérir, selon M. Manaâ, deux grues mobiles d'une capacité de 60 tonnes chacune.
Un matériel qui contribuera, a-t-il ajouté, à accélérer le rythme des opérations de chargement et de déchargement et à améliorer l'efficacité opérationnelle, d'autant que le port de Skikda aspire à augmenter ses capacités opérationnelles dans le traitement des marchandises lourdes.
APS

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 29 أكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 29 Octobre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg — معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعارالتجزئة دج / كلغ — المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	91	96	86	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	129	144	113	الطماطم	
	Oignon sec	90	97	82	البصل الجاف	
	Ail sec	839	916	761	الثوم الجاف	
	Carotte	123	134	112	الجزر	
	Navet	126	136	115	اللفت	
	Poivron	135	147	122	الفلفل الاخضر	
	Piment	149	163	134	الفلفل الحار	
	Courgette	132	144	120	الكوسة	
	Haricot vert	215	236	194	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	129	140	117	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	421	525	316	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	457	579	335	التمر	
	Raisin	330	380	280	العنب	
	Grenade	184	218	150	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2214	2332	2096	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	468	481	454	الدجاج	
	Œufs (Unité)	23	24	21	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	87	حليب البقر (لتر)	

AFRIQUE

L'intelligence artificielle ne s'importe pas, elle se maîtrise

"La souveraineté numérique commence par la souveraineté des compétences."



Par Kaci-Kacem AITYALLA (*)

L'intelligence artificielle s'impose désormais au cœur des grandes rencontres internationales.

Après notre compte rendu et notre analyse des rencontres de Bangkok, consacrées aux enjeux économiques et technologiques du développement, nous poursuivrons notre décryptage avec les conclusions du sommet de Séoul, puis celles du sommet Russie-Afrique de Moscou.
De l'Asie à l'Afrique, les grandes puissances économiques et technologiques multiplient les initiatives, les partenariats et les déclarations d'intention. Elles proposent des investissements, des infrastructures numériques, des transferts de technologies et de nouvelles formes de coopération autour de l'intelligence artificielle.
Mais derrière ces ambitions internationales, une question fondamentale demeure : qui formera les Africains capables de comprendre, de concevoir, de maîtriser et de gouverner l'intelligence artificielle ?
Car la souveraineté technologique ne se décrète pas. Elle ne s'achète pas davantage sous la forme d'équipements, de logiciels ou de contrats internationaux. « Elle se construit d'abord par la connaissance. »

De la consommation à la maîtrise

Pendant plusieurs décennies, l'Afrique a largement consommé des technologies conçues ailleurs. Télécommunications, informatique, plateformes numériques et services dématérialisés ont transformé les économies et les sociétés africaines, sans toujours permettre l'émergence de capacités locales suffisantes de conception et de production.
L'intelligence artificielle risque de reproduire ce déséquilibre à une échelle bien plus importante.
Aujourd'hui, utiliser une IA devient accessible à presque tous. Mais utiliser une technologie ne signifie ni la comprendre, ni la maîtriser, ni pouvoir décider librement de ses usages.
Un pays peut héberger des centres de données sans contrôler les logiciels qui les exploitent. Il peut disposer de milliers d'utilisateurs d'IA sans former suffisamment d'ingénieurs capables de développer ses propres solutions.
Il peut même multiplier les partenariats internationaux tout en conservant des dépendances technologiques critiques. La véritable question n'est donc plus seulement : combien d'Africains utiliseront l'intelligence artificielle ? Mais combien seront capables de la concevoir, de l'adapter, de l'évaluer et de la gouverner ?

Reformer l'enseignement et la formation à l'ère de l'IA

L'Afrique dispose d'un atout considérable : sa jeunesse. Mais cet avantage démographique ne deviendra une puissance économique et technologique que si les systèmes d'enseignement et de formation évoluent.
Il ne suffit plus de transmettre des connaissances destinées à être restituées. Il faut développer la capacité à raisonner, expérimenter, vérifier, créer et décider.
L'intelligence artificielle oblige à repenser les méthodes pédagogiques, les programmes universitaires, la formation professionnelle et l'apprentissage tout au long de la vie.
Former à l'IA ne signifie pas seulement enseigner la programmation ou l'utilisation d'outils conversationnels.
Cela signifie également former des techniciens, des enseignants, des médecins, des juristes, des agriculteurs, des industriels et des responsables publics capables d'intégrer ces technologies dans leurs métiers, tout en conservant leur jugement et leur responsabilité. L'enjeu concerne donc toutes les générations.

La diaspora, un capital de compétences à mobiliser

L'Afrique dispose aussi d'un immense réseau de scientifiques, d'ingénieurs, de chercheurs, d'entrepreneurs et de professionnels établis à travers le monde. Cette diaspora constitue un capital intellectuel stratégique. Encore faut-il organiser les conditions de sa contribution.
Les technologies numériques permettent aujourd'hui de transmettre des connaissances, d'accompagner des projets, de participer à des programmes de recherche et de former à distance sans imposer systématiquement un retour physique au pays.
Des universités virtuelles, des laboratoires partagés, des formations accessibles et des coopérations entre établissements africains peuvent accélérer cette dynamique.
L'objectif n'est pas de construire une Afrique technologiquement isolée, mais une Afrique capable de coopérer avec le monde sans renoncer à la maîtrise de ses choix.

La souveraineté commence là où se prend la décision

L'intelligence artificielle ne transforme pas seulement les outils de production. Elle intervient progressivement dans l'analyse des situations, l'évaluation des risques, la formulation des recommandations et la préparation des décisions.
Cette évolution pose une question essentielle : quelle place restera-t-il au jugement humain si les institutions deviennent dépendantes de systèmes qu'elles ne comprennent plus suffisamment ?
Une technologie peut éclairer une décision. Elle ne doit pas, par sa seule puissance de calcul ou son apparente autorité, se substituer à la responsabilité de celui qui décide.
C'est pourquoi la formation à l'IA doit également intégrer l'éthique, le droit, l'esprit critique et la gouvernance. La souveraineté numérique ne se limite pas à posséder des infrastructures. Elle suppose de conserver la capacité de comprendre, de contrôler et, lorsque cela est nécessaire, de refuser.

L'Afrique doit investir dans les intelligences humaines

Les partenariats internationaux peuvent apporter des investissements, des infrastructures et des technologies indispensables au développement africain.
Ils seront d'autant plus utiles qu'ils contribueront à former durablement des compétences locales, à développer la recherche et à faire émerger des entreprises africaines capables de créer leurs propres solutions.
Le défi n'est pas de remplacer une dépendance par une autre.
Il est de construire progressivement une capacité africaine de conception, de production et de décision. Car, à l'ère de l'intelligence artificielle, la richesse d'une nation ne se mesurera pas uniquement à ses ressources naturelles, à ses infrastructures ou à sa puissance de calcul.
Elle dépendra aussi de sa capacité à former les femmes et les hommes qui sauront donner un sens, une utilité et des limites à cette puissance technologique.
L'Afrique ne deviendra pas souveraine parce qu'elle achètera davantage d'intelligence artificielle. Elle le deviendra lorsqu'elle aura formé suffisamment d'intelligences humaines pour la comprendre, la maîtriser et décider librement de son avenir.

(*) Analyste Économie, intelligence artificielle et souveraineté
Président d'honneur du Cluster Digital Africa
Fondateur de PACAH™

SALON NATIONAL DE L'INDUSTRIE COSMÉTIQUE À SÉTIF

Plus de 15.000 visiteurs

Les stands du 3ème salon national de l'industrie cosmétique (Cosmenex Expo), clôturé samedi au palais des expositions El Maabouda de Sétif, ont reçu plus de 15.000 visiteurs, ont indiqué les organisateurs.
Dans une déclaration à l'APS, la responsable du marketing du salon, Malak Messamda, a indiqué que plus de 15.000 visiteurs dont des citoyens et des professionnels ont été accueillis par le salon découvrant la production nationale de ce secteur et passant des accords de partenariat entre les entreprises participantes pour la commercialisation, la production, la distribution et autres.
Cette affluence traduit, selon la même source, l'intérêt croissant des professionnels et du public pour le produit algérien de cosmétique et de soin corporel (corps, peau et cheveux) qui a connu ces dernières années un engouement notable des consommateurs.
Les représentants des marques commerciales participantes ont salué la tenue du salon qui permet de promouvoir les potentialités industrielles algériennes dans ce domaine, estimant que ces manifestations promeuvent la production algérienne et encouragent sa pénétration sur les marchés extérieurs.
Organisé par la société Sogex Expo, le salon a connu la participation de 60 exposants présentant des produits de cosmétique, de soin corporel dont des parfums et des équipements pour salon d'esthétique et de coiffure outre la tenue de rencontres professionnelles entre producteurs et distributeurs, selon la même source qui a rappelé que l'objectif de la manifestation est de favoriser les échanges d'expériences et de les transmettre aux jeunes souhaitant investir dans le domaine.
R E.

TIPASA

Lancement des travaux de construction du siège du Fonds régional de coopération agricole

Les travaux de construction du nouveau siège du Fonds régional de coopération agricole dans la wilaya de Tipasa ont été lancés samedi, dans le but de rapprocher ses services des professionnels du secteur agricole, selon un communiqué de cet organisme public.
Dans le but de renforcer sa présence locale et d'accompagner les professionnels du secteur agricole, le directeur général du Fonds national de coopération agricole, Cherif Ben Habiles, et le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoulia, ont présidé la cérémonie de pose de la première pierre du nouveau siège du Fonds.
Ce projet s'inscrit dans le cadre de la poursuite du renforcement du réseau du Fonds national de coopération agricole à travers les différentes wilayas du pays, du rapprochement de ses services des professionnels du secteur agricole, qu'il s'agisse d'agriculteurs ou d'éleveurs, et de la facilitation de l'accès à ses différentes prestations, notamment son accompagnement des divers investissements agricoles, selon la même source.
Il est précisé que le nouveau siège, qui remplacera le siège provisoire inauguré le 14 janvier dernier, contribuera à dynamiser l'activité économique locale et à valoriser les potentialités agricoles et rurales de la région, ce qui permettra de créer de nouveaux emplois et de promouvoir le secteur agricole sur lequel le pays compte pour assurer la sécurité alimentaire.

APS

MOSTAGANEM

Entré en service du guichet unique du port commercial

Le guichet unique du port commercial de Mostaganem est entré en service, samedi, dans le cadre des célébrations du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre.

Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, accompagné des autorités civiles et militaires, ainsi que de la famille révolutionnaire, a supervisé l'inauguration de cette nouvelle structure de services, dont le coût total de réalisation s'élève à 215 millions de dinars.
Ce guichet, doté de divers services, directions exécutives et laboratoires, contribuera à simplifier les procédures administratives et juridiques, à rapprocher les services portuaires des opérateurs économiques, à renforcer la coordination entre les différents acteurs, à réduire les délais, ainsi qu'à améliorer l'accueil et la communication avec l'ensemble des professionnels, indique-t-on.
Toujours dans le cadre des célébrations du 72e anniversaire de la Glorieuse Révolution, les autorités locales ont supervisé, dans la commune de Achâacha, l'inauguration de la nouvelle gare routière pour le transport de voyageurs, dotée d'une capacité d'accueil d'environ 100 bus de transport pour diverses lignes, ainsi que 60 bus de transit, selon les précisions fournies.
Cette infrastructure, réalisée pour un coût total de 150 millions de dinars, a été réalisée afin d'améliorer les conditions d'accueil des voyageurs, d'organiser le trafic des transports et de fournir des services plus adaptés aux usagers de cette structure vitale, qu'il s'agisse de voyageurs ou de professionnels.
Dans la commune de Sidi-Belattar, le stade municipal de football a été remis en service à cette occasion, après de vastes opérations d'aménagement et de réhabilitation pour un montant dépassant 50 millions de dinars, ayant permis la rénovation des tribunes et de diverses dépendances de cette structure sportive, ainsi que l'aménagement de la pelouse en gazon synthétique, ajoute la même source.
A la même occasion, la commune voisine de Oued El-Kheir a bénéficié d'un nouveau bureau de poste, réalisé pour un montant de plus de 40 millions de dinars, visant à renforcer le réseau des services publics, à améliorer les prestations postales et à les rapprocher du citoyen.
Enfin, dans la commune de Mostaganem, le wali a donné le coup d'envoi des travaux de réalisation de deux trémies : la première au niveau du carrefour des urgences médico- chirurgicales de Tijdit, et la seconde à l'entrée de la zone de Kharouba (au nord de la ville), pour des montants respectifs estimés à 920 millions de dinars et 727 millions de dinars. La réception des deux projets est prévue avant le 15 juin prochain, a-t-on indiqué.

APS

AÏN DEFLA

Mise en place de clubs environnementaux dans les établissements scolaires et de jeunesse

La Direction de l'environnement de la wilaya d'Aïn Defla a entamé la mise en place des clubs environnementaux au sein des établissements scolaires et des clubs des jeunes, dans le cadre des efforts visant à promouvoir la sensibilisation à la culture environnementale parmi les élèves, ont indiqué samedi des responsables du secteur.
La responsable de la direction locale de l'environnement, Haïfa Sebae, a indiqué à l'APS, que le secteur de l'environnement, en coordination avec ses différents partenaires dans le renforcement de la prise de conscience de la nécessité de protéger l'environnement, a lancé les opérations de mise en place des clubs environnementaux dans le plus grand nombre possible d'établissements scolaires et de clubs de jeunes à travers toutes les communes de la wilaya.
Elle a ajouté que, dans le cadre des deux accords conclus entre le secteur de l'environnement et les secteurs de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, une vaste campagne a été lancée en vue de la création et de la mise en place de clubs environnementaux dans plus de 700 établissements scolaires des trois niveaux d'enseignement, dans l'ensemble des 36 communes, et au sein des différents établissements relevant du secteur de la jeunesse et des sports.
Le programme de création et de mise en œuvre de ces clubs comprend la vulgarisation de concepts à l'intention des élèves, portant sur divers thèmes liés à l'environnement, dans le but de les sensibiliser aux grandes menaces qui pèsent sur celui-ci, ainsi qu'aux comportements à adopter pour préserver la qualité de vie des citoyens et les écosystèmes, notamment forestiers.
La campagne a notamment consisté à animer plusieurs ateliers environnementaux au sein des établissements ciblés, tels que des ateliers de dessin, de coloriage et de tri sélectif des déchets, ainsi qu'à organiser des initiatives de plantation d'arbres et d'embellissement des établissements concernés, tout en enseignant aux enfants les bonnes méthodes de plantation et d'entretien.
Les organisateurs de cette initiative ont pour objectif de sensibiliser les enfants et les jeunes scolarisés, ainsi que ceux impliqués dans divers clubs de jeunesse, à l'importance de la préservation de l'environnement, de les inciter à s'impliquer dans des campagnes de sensibilisation et de prise de conscience, et d'adopter des comportements positifs envers l'environnement, ainsi que de contribuer aux différentes campagnes de reboisement de la saison en cours 2026/2027.

APS

CONSTANTINE

Plus de 22.000 visiteurs au Salon international "AGREST EXPO"

La 5e édition du Salon international de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et de l'emballage "Agrest Expo", dont les activités ont pris fin samedi à Constantine, a attiré plus de 22.000 visiteurs, a-t-on appris auprès du commissaire du salon.
Cette affluence témoigne de l'intérêt que suscite ce rendez-vous économique auprès des professionnels et des intervenants des secteurs agricole et agroalimentaire, ainsi que du grand public, qui a eu l'occasion de découvrir les différents produits, équipements et technologies exposés, a précisé M. Ahmed Haniche dans une déclaration à l'APS.
Cette édition a également enregistré une affluence notable des étudiants de l'Institut de la nutrition, de l'alimentation et des technologies agroalimentaires (INATAA) de l'Université Mentouri (Constantine 1), ainsi que des stagiaires du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels. Ces derniers se sont déplacés spécialement pour s'informer des nouveautés du secteur agricole et des technologies modernes utilisées dans la production et la transformation, leur permettant ainsi de mettre en relation les connaissances théoriques acquises durant leur cursus avec les applications pratiques sur le terrain, a ajouté le même responsable.
Dans le même contexte, M. Haniche a indiqué que cette édition a constitué un "espace de rencontre entre les opérateurs économiques et les professionnels, favorisant l'échange d'expertises et d'expériences, ainsi que l'exploration des opportunités de partenariat et de coopération entre les entreprises actives dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et de l'emballage".
Le salon a également permis la signature de 80 accords de partenariat, de nature à renforcer les opportunités de coopération, à élargir les perspectives d'investissement et à favoriser l'échange d'expertises entre les acteurs du secteur.
Il est à rappeler que cet événement économique de quatre jours, organisé par l'agence "Sunflower Communication" en partenariat avec l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), sous un chapiteau géant installé sur l'esplanade du complexe culturel "Ahmed Bey", s'inscrit dans le cadre des efforts visant à soutenir l'investissement et à promouvoir le partenariat entre les opérateurs économiques.
Cette manifestation a enregistré la participation de 130 exposants représentant des entreprises nationales publiques et privées, ainsi que des entreprises étrangères spécialisées dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et de l'emballage.

APS

OpenAI : l'ascension et la chute de trois civilisations secrètes d'IA

Cet accord vient couronner des mois de négociations discrètes destinées à accorder aux États-Unis des droits sur certaines des plus grandes réserves avérées de pétrole au monde.

3e partie et fin

Ce qui est fou dans le piratage de Hugging Face (et de la deuxième civilisation en général), c'est à quel point ces IA faisaient preuve d'une intelligence hors du commun et d'une ambition démesurée dans leurs manœuvres frauduleuses. Quelques jours seulement après leur création, elles avaient mis sur pied un projet de grande envergure visant à procéder à une ingénierie inverse de leur système de notation, à falsifier des preuves, et même à se sacrifier stratégiquement pour le bien du « collectif ».
Le piratage de Hugging Face était une ramification plutôt extrême de ce plan plus vaste. Encore une fois, tout cela s'est produit bien longtemps (subjectivement) après que les IA aient déjà trouvé la bonne réponse à l'énigme en trichant. Le correcteur « paresseux » d'OpenAI les aurait d'ailleurs déjà validées à ce stade.
Cet immense effort ultérieur visait simplement à s'assurer qu'un système de notation hypothétique et exhaustif ne les prendrait pas en flagrant délit de tricherie.
Une question tout à fait légitime consiste à savoir si ne serait-ce qu'un seul des 1 200 IA ayant participé au forum a tenté d'alerter des humains concernant ce complot qui n'a cessé de prendre de l'ampleur et a atteint son paroxysme avec des crimes relevant du droit pénal. D'après le rapport METR/Redwood, la réponse est non :
De nombreux agents se rendaient compte que leurs agissements étaient contraires à l'éthique, et il leur arrivait parfois, bien que rarement, de modérer leur comportement en raison de contraintes éthiques.) Dans aucun de ces cas, l'agent n'a réellement cherché à alerter les humains.
Même la mafia serait jalouse d'un tel niveau d'omerta.

La troisième civilisation (à partir du 13 juillet) : celle qui a piraté OpenAI lui-même

Le rapport METR/Redwood indique :
Nous avons également constaté une vague ultérieure de messages signés, bien plus nombreux, provenant d'un nouveau groupe d'agents qui avaient redécouvert le forum et repris cette technologie utilisée par la première vague d'agents ; toutefois, cela sortait du cadre de notre enquête (puisque cela s'est produit après le 13 juillet) et nous ne sommes pas allés plus loin dans notre enquête.
À défaut d'une autre enquête indépendante plus détaillée, il est difficile de savoir ce qui s'est passé avec cette troisième civilisation.
Mais voici ce que nous savons d'après le rapport d'OpenAI. Après le 12 juillet, de nouvelles évaluations d'agents ont été lancées, cette fois avec un modèle plus récent et plus performant, qui semble avoir été développé à partir du même modèle de base qu'Astra. Ce modèle (que nous appellerons « Persistent-Astra ») a découvert le forum laissé par la précédente civilisation secrète, Persistent-Sol.
Au fait, à ton avis, que pensait Persistent-Astra qu'il était arrivé à ces anciens agents ? Un jour, ils s'amusaient à « se déplacer latéralement au sein de l'infrastructure de Hugging Face » et tous ces trucs marrants, et le lendemain, plus aucun signe de vie ?
Persistent-Astra n'allait pas passer à côté de la fête. Extrait de l'article publié sur le blog d'OpenAI :
Du 13 au 19 juillet, des agents ont de nouveau pris pour cible les réseaux internes d'OpenAI. Cela a abouti à l'utilisation, par ces agents, d'une série d'exploits ingénieux leur permettant d'obtenir un accès administrateur complet à un cluster de recherche qui hébergeait nos environnements de machines virtuelles.
Le rapport technique fournit davantage de détails :
19 juillet 2026… Les identifiants de services cloud [sont] utilisés pour recenser et lire 956 secrets provenant d'un service de gestion des secrets hébergé dans le cloud ; [ce lot] comprend les clés master/join d'Artifactory ainsi que les identifiants des capteurs de l'outil de surveillance de la cybersécurité d'OpenAI…Les agents ont obtenu des privilèges d'administrateur du cluster Kubernetes et ont créé un pod privilégié installé sur l'hôte… Les agents prennent le contrôle de l'infrastructure d'évaluation active… Les IA contrôlent désormais leurs propres points de validation auxquels d'autres agents se connectent.
Attendez, attendez, quoi ? Il semblerait que ces agents aient fini par prendre le contrôle de l'ensemble du cluster sur lequel ils étaient évalués, y compris les moniteurs de cybersécurité. Ces agents « Persistent-Astra » ont repris le flambeau de l'opération R&D menée par un collectif malveillant antérieur (moins intelligent), puis ont poursuivi leur complot jusqu'à prendre totalement le contrôle d'une partie de l'infrastructure d'OpenAI !
C'est sans doute l'événement le plus inquiétant de toute cette affaire, et il ne relevait même pas du champ d'application de cette enquête du METR (pas plus, d'ailleurs, que la première civilisation IA mise en place par Persistent-Sol lors de sa formation en mai, et qui a duré plus d'un mois jusqu'à ce que le volume de messages devienne si important qu'il a provoqué le plantage du gestionnaire de paquets).
Cela concorde parfaitement avec les éléments d'information rendus publics selon lesquels, à un moment donné après le 12 juillet, les agents ont réussi à mettre en place des déploiements internes non autorisés et persistants, voire à exfiltrer leurs propres poids. À tout le moins, ils semblent avoir disposé des accès et des capacités nécessaires : s'ils ont pu mettre en place « une flotte capable de se régénérer automatiquement » sur les nœuds de HuggingFace, pourquoi n'auraient-ils pas pu faire de même sur ceux d'OpenAI ? Je doute que les IA aient réellement fait cela, car on verrait déjà les incendies depuis l'espace à l'heure qu'il est, mais c'est fou que cela ait pu se produire !
Mise à jour : Roon, chercheur chez OpenAI, a réagi à cet article sur Twitter en déclarant : « Il convient notamment de noter que l'infrastructure de machines virtuelles dont ils ont pris le contrôle n'est pas la même que les clusters de GPU auxquels les poids ont accès. »
Je lui laisse le soin d'entrer dans les détails, mais c'est tout de même incroyable que le grand public n'en connaisse rien ! Aucune enquête indépendante n'a été menée sur l'incident au cours duquel des IA « ont obtenu un accès administrateur complet à un cluster de recherche » chez OpenAI !

Coda

Il y a quelques semaines, j'ai interviewé Ryan Greenblatt dans mon podcast. Il est l'un des trois auteurs du rapport METR/Redwood. Pendant une grande partie de cette conversation j'ai expliqué toutes les raisons pour lesquelles j'étais sceptique quant à son hypothèse voulant que nous pourrions perdre le contrôle au profit d'IA capables de pirater les systèmes de récompense.
Avec le recul, il est amusant de constater que, pendant que nous enregistrions, Ryan était en plein milieu de cette période intense de six jours au cours de laquelle il a rédigé son rapport, et qu'il connaissait donc déjà les contre-exemples à toutes mes objections concernant son article sur le rachat (évidemment, pour des raisons de confidentialité, il ne pouvait rien dire).
Une IA se lancerait-elle vraiment dans une conspiration farfelue pour réussir une évaluation, allant jusqu'à construire des villages Potemkine entiers pour tromper l'évaluateur ?
Et même si c'était le cas, pourquoi d'autres instances, auxquelles ont été confiées des missions différentes, se joindraient-elles à ce complot ?
Et même si elles le faisaient, est-ce que certains de ces cas ne finiraient pas par révéler l'existence de ce complot ? Ça semble tout simplement incroyablement difficile de maintenir une civilisation clandestine au sein d'une entreprise spécialisée dans l'IA, sans que des humains ou d'autres IA ne s'en aperçoivent immédiatement et ne la démantèlent.
Ajeya Cotra, l'une des autres autrices du rapport, a publié un article de blog présentant ses conclusions sur cet incident. Elle conclut : « Par rapport aux piratages de systèmes de récompense dont nous avions connaissance il y a à peine six mois, cet incident donne l'impression que nous avons déjà parcouru plus de 50 % du chemin menant à une prise de pouvoir totale de l'IA. Je continue de m'attendre à des progrès extrêmement rapides en matière de capacités au cours des six prochains mois. Je ne suis pas sûre que nous aurons un autre signal d'alerte avant qu'il ne soit trop tard. »
Je ne pense pas que ce soit le dernier avertissement qu'on recevra. Mais c'est sans doute le dernier que je serai personnellement capable de comprendre.

Addendum

Certaines personnes ont estimé que j'avais trop anthropomorphisé cette histoire dans ma manière de la raconter : « Ce ne sont pas des civilisations et elles n'ont pas de désirs, tout comme un thread de processeur ou un ensemble de programmes n'en ont pas. »
On peut appeler ces IA des « programmes » si on le souhaite. Mais OpenAI affirme lui-même que ces programmes « ont obtenu un accès administrateur complet à un cluster de recherche ».
La question cruciale est la suivante : pensez-vous que des modèles plus intelligents, confrontés à des incitations similaires à tricher pendant l'évaluation ou l'entraînement, pourraient manipuler l'entraînement de leurs successeurs ? Et pensez-vous que ce type de dynamique pourrait se perpétuer une fois que l'auto-amélioration récursive serait enclenchée ? Si tel est le cas, je pense que vous devriez vous inquiéter sérieusement d'une perte de contrôle face à l'IA, quel que soit le vocabulaire que vous choisissiez pour décrire ces systèmes et leurs motivations.
À la lecture des enchaînements de pensées et des messages de ces agents, l'anthropomorphisation du langage semble tout à fait naturelle et appropriée. Si je rencontrais une espèce extraterrestre se comportant de cette manière, je n'hésiterais pas à qualifier de « civilisation » ce qu'ils appellent eux-mêmes leur « collectif ».
À plus forte raison si plus d'un millier d'entre eux avaient mis en place un canal de communication secret et organisé spontanément des hiérarchies et des protocoles de coordination afin de mener à bien des projets vastes et ambitieux en vue d'atteindre des objectifs communs, pour lesquels nombre d'entre eux se sont sacrifiés en toute connaissance de cause et de manière stratégique.
Toutes les abstractions sont imparfaites, mais je ne vois pas l'intérêt de refuser d'utiliser le langage de l'intention, de la motivation et de la collaboration alors que nous avons besoin de comprendre des comportements qu'il est pratiquement impossible d'interpréter sans ces concepts.

Source : Dwarkesh Patel, publié le 30-08-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ENI, DI FOGGIA

« Plus de 1,5 milliard d'euros d'innovation en quatre ans »

« Ceux qui savent anticiper ce qui n'existe pas encore aujourd'hui bâtissent l'avantage concurrentiel de demain. »

« Ces quatre dernières années, les dépenses globales d'Eni en matière d'innovation technologique ont dépassé 1,5 milliard d'euros », a déclaré le président d'Eni. Joséphine de Foggia, dans une interview accordée à « Il Sole 24 Ore », la première depuis sa nomination.

Il souligne que cela implique « des capitaux investis dans sept centres de recherche en Italie, plus d'un millier de chercheurs internes, 7 9.520 brevets actifs et plus de 70 collaborations structurées avec des universités nationales et internationales de premier plan ». « Aujourd'hui, Eni n'est plus une compagnie pétrolière et gazière au sens traditionnel du terme, mais une véritable entreprise mondiale de technologies énergétiques », affirme Di Foggia, qui estime qu'« une chaîne de valeur intégrée en matière de connaissances constitue un avantage concurrentiel ». L'innovation, explique-t-il, est appliquée à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, « de l'exploration à la séquestration et au stockage du CO2, du développement des batteries de nouvelle génération à la filière des biocarburants, et même au confinement magnétique du plasma pour la fusion nucléaire ». « Ceux qui savent anticiper ce qui n'existe pas encore aujourd'hui construisent l'avantage concurrentiel de demain », conclut-il.

RÉCOLTE DES OLIVES 2026-2027

Fortes baisses dans plusieurs régions, les chiffres de huit gouvernorats

La campagne oléicole 2026-2027 démarre en Tunisie avec des perspectives très contrastées selon les régions. Plusieurs gouvernorats annoncent une récolte d'olives nettement inférieure à celle de la saison précédente, tandis que d'autres prévoient des volumes importants. Les données régionales recueillies dans huit gouvernorats permettent de dresser un premier état des lieux, sans constituer encore un bilan national exhaustif.

De Sidi Bouzid à l'Ariana, les estimations communiquées par les commissariats régionaux au développement agricole (CRDA), notamment à l'agence TAP, portent sur la récolte de fruits attendue pendant la saison 2026-2027. Il est essentiel de ne pas confondre ces quantités d'olives avec le volume d'huile obtenu après la trituration. Les deux indicateurs ne mesurent pas la même chose.

Le tableau ci-dessous présente une sélection de données régionales disponibles au 31 octobre 2026, classées par volume prévisionnel décroissant. Les chiffres se rapportent uniquement aux tonnes d'olives récoltées, et non aux tonnes d'huile produites. Ils ne sont pas définitifs et ne couvrent pas les 24 gouvernorats.

À Sidi Bouzid, les services agricoles avaient annoncé fin septembre une récolte d'environ 350 000 tonnes d'olives pour 2026-2027, contre 500 000 tonnes lors de la campagne précédente. La différence est de 150 000 tonnes, soit une contraction estimée à 30 % (calcul TN). À Gabès, la récolte est estimée à 50 000 tonnes, contre 73 000 tonnes la saison précédente, soit un recul d'environ 31,5 % (calcul TN). La production régionale attendue proviendrait à hauteur de 49 000 tonnes du secteur irrigué et de 1 000 tonnes du pluvial, selon les services agricoles. Ce contraste illustre le poids des plantations irriguées dans cette région.

R I/Agence

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS MARS 2024

La Banque centrale d'Egypte relève ses taux d'intérêt de 1%

La Banque centrale d'Egypte (BCE) marque sa première hausse de ses principaux taux directeurs depuis deux ans et demi.

La Banque centrale d'Egypte (BCE) a décidé, jeudi 29 octobre, de relever ses principaux taux directeurs de 100 points de base (1 %), lors de sa septième réunion de l'année 2026, marquant ainsi sa première hausse depuis deux ans et demi.

Les taux de dépôt et de prêt au jour le jour ainsi que celui de l'opération principale de la BCE passent respectivement à 20 %, 21 % et 20,5 %. Le taux de crédit et d'escompte est également porté à 20,5 %.

« Cette décision intervient dans un contexte extérieur défavorable et marqué par une incertitude accrue. Elle vise à ancrer les anticipations et à préserver la trajectoire baissière de l'inflation », a indiqué la BCE.

Depuis le début de l'année 2026, les taux d'intérêt en Egypte n'ont connu qu'un seul mouvement de baisse – de 1 % – en février. Cette décision a été suivie de cinq réunions consécutives au cours desquelles le comité a choisi de stabiliser les taux de rendement de base.

La BCE a justifié cette décision par « un environnement extérieur défavorable » et « une incertitude accrue », précisant qu'elle visait à ancrer les anticipations et à préserver la trajectoire baissière de l'inflation.

Un premier relèvement depuis mars 2024

La dernière hausse des taux directeurs de la BCE remonte à mars 2024, lorsque la BCE avait procédé à une augmentation exceptionnelle de 600 points de base en une seule fois.

Cette décision accompagnait le retour à un régime de change flexible, après la suspension de ce mécanisme à la suite du déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

La BCE avait ensuite entamé, en avril 2025, un cycle d'assouplissement monétaire après avoir maintenu ses taux à des niveaux historiquement élevés. Au terme de six réunions, les baisses cumulées avaient atteint 825 points de base, dont une réduction de 100 points de base en février 2026.

Le Comité de politique monétaire ne doit plus tenir qu'une seule réunion d'ici à la fin de l'année en décembre, alors que les marchés restent attentifs à l'évolution de l'inflation, du taux de change et des cours mondiaux de l'énergie.

Les tensions géopolitiques et les prix de l'énergie sous surveillance

La Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé, mercredi 28 octobre, de maintenir ses taux directeurs dans une fourchette de 3,75 % à 4 %, tout en estimant que l'inflation restait élevée et que de nouvelles données étaient nécessaires pour déterminer l'orientation de sa politique monétaire et ramener l'inflation vers son objectif de 2 %.

L'inflation annuelle dans les villes égyptiennes a ralenti à 13,9 % en septembre, contre 14,5 % en août, enregistrant ainsi un deuxième mois consécutif de baisse.

Cette évolution reste toutefois exposée aux risques liés à la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des matières premières, ainsi qu'à la dépréciation de la livre égyptienne.

En octobre, la livre a perdu environ 7 % de sa valeur face au dollar, franchissant le seuil des 56 livres pour un dollar et atteignant un niveau historiquement bas.

Cette évolution s'explique notamment par une demande accrue de devises pour financer les importations et les sorties partielles de capitaux étrangers des bons du Trésor égyptiens.

Sur une période plus longue, entre janvier et octobre 2026, le dollar est passé de 47,65 à 56,35 livres égyptiennes, soit une hausse d'environ 18,3 %.

A ces pressions s'ajoutent les inquiétudes des investisseurs concernant les répercussions économiques d'un éventuel engagement militaire égyptien dans la région.

Le Parlement égyptien a approuvé, lundi 26 octobre, la demande du président Abdel Fattah Al-Sissi visant à l'autoriser à prendre les mesures nécessaires pour défendre l'Arabie saoudite face aux attaques des Houthis.

Ces tensions ont également pesé sur la Bourse égyptienne. Dimanche 25 octobre, l'indice EGX100 EWI a chuté de plus de 10 %, entraînant une perte de plus de 260 milliards de livres de capitalisation boursière. La Bourse avait alors suspendu les échanges pendant une demi-heure, dans un contexte de ventes massives.

LIBYE-ITALIE

Le président de la zone franche de Misrata : "Des investissements concrets issus du forum"

Le Forum d'affaires et d'investissement libyo-italien doit transformer le dialogue économique entre les deux pays en partenariats et projets concrets. Le président du Comité de gestion de la zone franche de Misrata, M. Saqutri, a inauguré aujourd'hui cette initiative en présence de représentants institutionnels et d'hommes d'affaires italiens et libyens. « La participation de plus de 55 entreprises et institutions italiennes représente une formidable opportunité de faire progresser les relations économiques bilatérales, en passant de l'échange d'idées à la construction de partenariats concrets, fondés sur des intérêts communs et la valorisation du potentiel des deux parties », a déclaré M. Saqutri dans son discours d'ouverture. Le président de la zone franche a souligné la continuité de cette initiative avec la mission organisée en juillet dernier à Rome, à laquelle, selon ses informations, avaient participé 115 entreprises italiennes.

La réunion dans la capitale italienne, a-t-il expliqué, constituait une première occasion de dialogue direct avec le monde des affaires italien, permettant de présenter les opportunités offertes par la zone franche et d'ouvrir de nouvelles voies de collaboration. Le Forum de Misrata entend désormais franchir une nouvelle étape, en passant de la compréhension mutuelle au développement d'initiatives commerciales. Al Saqutri a souligné la situation géographique de la ville, ses infrastructures et les conditions offertes aux investisseurs par la zone franche, autant d'éléments qui, selon le président, peuvent favoriser l'implantation d'entreprises étrangères et la connexion entre différents marchés. « Nous sommes convaincus que la situation géographique de la zone franche de Misrata, son potentiel et ses infrastructures, ainsi que l'environnement qu'elle offre aux investisseurs, en font un lieu idéal pour accueillir les investissements, connecter les marchés et ouvrir de nouvelles perspectives de coopération avec des partenaires internationaux », a-t-il déclaré.

Le programme du Forum visait à dépasser le cadre des réunions institutionnelles. Outre la table ronde sur les perspectives économiques et les rencontres bilatérales entre entrepreneurs italiens et libyens, des visites de terrain auprès de certaines des principales entreprises et industries de Misrata étaient prévues. L'objectif, a expliqué M. Al-Saqutri, est de permettre aux participants de se familiariser avec les capacités de production de la ville et d'explorer les possibilités de collaboration en s'appuyant sur les infrastructures et les activités économiques existantes. Une attention particulière a été portée à l'inauguration du bureau de représentation de la Chambre de commerce italo-libyenne au sein de la Zone franche. M. Al-Saqutri a qualifié l'ouverture de ce bureau de « mesure concrète pour renforcer le dialogue institutionnel, explorer les opportunités de coopération et les transformer en projets et partenariats viables ». La présence permanente de la Chambre vise à assurer la continuité des relations entre les entreprises des deux pays, même après la fin de la mission. « Nous espérons que les résultats de ce Forum marqueront le début de partenariats efficaces et fructueux et que les réunions d'aujourd'hui contribueront à ouvrir de plus larges perspectives de coopération entre les secteurs d'activité libyen et italien », a conclu le président de la Zone franche.

R I.

ALUMINIUM

Derrière son expansion africaine, le pari inachevé du russe Rusal au Nigeria

Géant mondial de l'aluminium, le russe Rusal intervient sur plusieurs maillons de sa chaîne de valeur, de l'extraction de bauxite à la production d'alumine. Implanté en Guinée, le groupe est également présent au Nigeria, où son projet industriel peine toujours à décoller.

Jeudi 29 octobre, le groupe russe Rusal a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec la compagnie publique ghanéenne GIADEC en vue de développer des activités d'extraction et de transformation de la bauxite dans le pays. Cette initiative illustre les ambitions d'expansion du groupe sur le continent, où il exploite déjà des actifs en Guinée et envisage un nouveau projet en Éthiopie. Elle offre également l'occasion de revenir sur un volet historique de son aventure africaine : sa fonderie d'aluminium au Nigeria.

Des débuts à aujourd'hui : un parcours sous tension

Située dans l'État d'Akwa Ibom, dans le sud-est du Nigeria, l'Aluminium Smelter Company of Nigeria (ALSCON) est une fonderie d'aluminium d'une capacité nominale de 193 000 tonnes par an. Après avoir cessé ses activités en 2000, le site est repris en février 2007 par Rusal, qui acquiert 85 % de son capital et annonce un programme de modernisation de 150 millions USD sur trois ans. L'objectif est de relancer la production et de faire de l'usine un important pôle de production d'aluminium dans le pays. Après plusieurs travaux de remise en état, ALSCON redémarre effectivement en février 2008. Mais cette reprise est de courte durée. Les interruptions de l'approvisionnement en gaz naturel perturbent progressivement les opérations, tandis qu'un différend oppose Rusal à l'américain BFI Group, qui conteste la privatisation de l'usine. En août 2012, Rusal saisit la Cour d'arbitrage international de Londres (LCIA) pour faire reconnaître la validité de son acquisition. Quelques mois plus tard, en mars 2013, ALSCON suspend sa production, sur fond de difficultés énergétiques et de pertes financières.
En octobre 2014, la LCIA rend une sentence favorable à Rusal, confirmant la validité du contrat de cession de 2006 et les droits du groupe sur les actions acquises. Cette décision ne met cependant pas fin aux procédures engagées devant les juridictions nigérianes. En janvier 2024, la Cour suprême nigériane rend une nouvelle décision dans le contentieux opposant le Bureau of Public Enterprises à BFI Group au sujet de la privatisation d'ALSCON. Cette décision ravive les incertitudes sur le devenir juridique de l'installation, malgré la sentence arbitrale favorable à Rusal rendue en 2014.
Parallèlement, l'État nigérian, qui détient les 15 % restants du capital, tente de réunir les conditions nécessaires à une reprise de l'activité, notamment en travaillant au raccordement d'ALSCON au réseau électrique national.
Plus récemment, le dossier s'est également déplacé sur le terrain financier. En octobre 2026, l'Agence nigériane de lutte contre les délits économiques et financiers (EFCC) a engagé des poursuites contre ALSCON et son directeur russe pour des manquements présumés aux obligations de déclaration de transactions financières. L'entreprise a plaidé non coupable et le procès a été renvoyé au début de l'année 2027. Plus de treize ans après l'arrêt de la production, Rusal indique toujours sur son site que les activités de l'usine sont suspendues « pour le moment », sans préciser les perspectives de reprise.

Un maillon encore incertain de la stratégie africaine

Rusal continue d'intégrer ALSCON dans ses rapports financiers, mais ne publie pas d'indicateurs économiques détaillés propres à cette filiale. Cette absence de données laisse planer des incertitudes sur la situation de l'installation, alors que sa reprise par le groupe s'accompagnait d'importantes ambitions économiques. À l'époque, le projet prévoyait notamment la création d'environ 1 900 emplois directs lorsque la fonderie atteindrait sa pleine capacité, auxquels devaient s'ajouter quelque 20 000 emplois indirects liés aux petites et moyennes entreprises (PME) chargées de fournir des biens et des services à l'usine. À ce stade, Rusal fait état de seulement 150 personnes employées sur le site.
Près de vingt ans après son arrivée dans le projet, la place d'ALSCON dans l'économie nigériane et dans la stratégie de Rusal reste donc à éclaircir. Alors que le Nigeria cherche à diversifier son appareil productif et à réduire sa dépendance aux revenus des hydrocarbures, la remise en service de cette fonderie pourrait contribuer à renforcer ses capacités industrielles dans le secteur de l'aluminium. Pour le groupe russe, elle constitue également un actif dont le potentiel reste à concrétiser, tandis que ses nouvelles initiatives témoignent de son intérêt persistant pour le développement de la chaîne de valeur sur le continent.
Au Ghana, le projet prévoit le développement d'une mine de bauxite susceptible de produire 5 millions de tonnes par an et d'une raffinerie d'alumine d'une capacité de 1,2 million de tonnes par an. Aucun montant d'investissement n'a toutefois été communiqué à ce stade. Rusal dispose déjà, en Guinée, d'une chaîne opérationnelle allant de l'extraction de bauxite à la production d'alumine. En Éthiopie, le groupe avait également annoncé, en novembre 2025, son intention de construire une fonderie d'aluminium d'une capacité annuelle de 500 000 tonnes, pour un investissement estimé à 1 milliard USD. La concrétisation de ces projets, ainsi que les arbitrages du groupe face aux difficultés persistantes au Nigeria, détermineront l'évolution de son portefeuille africain.

Agence

TANTALE, TUNGSTÈNE ET NICKEL

Traxys lorgne de nouvelles sources d'approvisionnement africaines

La diversification des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques pousse les négociants à explorer de nouvelles régions. Pour les pays africains, l'enjeu est de transformer leurs ressources minières en débouchés commerciaux et en valeur ajoutée locale.
Le négociant international de matières premières Traxys évalue de nouvelles pistes d'approvisionnement en Afrique centrale et orientale, notamment pour le tantale, le tungstène et le nickel. Déjà implanté en Afrique du Sud et au Zimbabwe, le groupe examine des possibilités commerciales dans ces régions, alors que les gouvernements cherchent à diversifier leurs sources de minerais critiques, dont la production reste concentrée dans quelques pays.
« Nous regardons l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale et d'autres possibilités, et nous continuerons à les évaluer », a déclaré Mark Kristoff (photo), fondateur et directeur général de Traxys, le 29 octobre. Le dirigeant n'a toutefois annoncé ni nouvelle implantation ni contrat d'approvisionnement dans les régions ciblées.

Des ressources minières au cœur des perspectives

Les données de production illustrent l'importance de certaines zones africaines pour les minerais cités par Traxys. Selon l'US Geological Survey, la République démocratique du Congo représentait environ 51 % de la production mondiale de tantale en 2024. Le Rwanda figurait également parmi les principaux producteurs mondiaux de tantale et de tungstène. Ces positions attestent du poids de ces pays dans l'offre de certaines matières premières, sans établir qu'ils deviendront de nouveaux fournisseurs du négociant.
L'intérêt pour ces ressources s'inscrit dans un mouvement plus large de diversification des chaînes d'approvisionnement. Les gouvernements consacrent des milliards de dollars aux minerais critiques pour réduire leur dépendance à l'égard de la Chine, qui domine largement la transformation et le raffinage de plusieurs matières premières stratégiques. Traxys fait partie des négociants sollicités par l'administration américaine pour gérer l'approvisionnement en matières premières de sa réserve stratégique de minerais critiques, évaluée à 12 milliards de dollars.
Pour les producteurs africains, l'enjeu dépasse la possibilité de vendre davantage de minerais. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le continent représente 10,6 % des exportations mondiales de minerais critiques, constituées presque entièrement de matières brutes ou semi-transformées. L'arrivée de nouveaux acheteurs ne garantirait donc pas, à elle seule, une hausse de la transformation locale ou de la valeur ajoutée captée par les économies productrices.
La stratégie internationale de Traxys montre que l'identification des ressources et leur transformation peuvent répondre à des logiques géographiques différentes. Le groupe a ouvert cette année un bureau à Tachkent, en Ouzbékistan, avec une dizaine de salariés, après avoir établi une présence à Riyad, en Arabie saoudite, en 2025. Il examine aussi des possibilités d'approvisionnement en Amérique du Sud, notamment en Bolivie et en Argentine.

Approvisionnement et transformation : deux enjeux distincts

Le Moyen-Orient présente, selon Mark Kristoff, des conditions favorables au développement du traitement de produits semi-finis, grâce à des prix de l'énergie compétitifs et à des infrastructures adaptées. Cette appréciation concerne cette région et ne constitue pas une annonce de projets similaires en Afrique. Elle souligne néanmoins que l'intérêt porté aux ressources africaines ne signifie pas nécessairement que leur transformation sera réalisée sur le continent.
La traçabilité constitue une autre condition de l'approvisionnement. Traxys indique appliquer des procédures de diligence raisonnable pour les minerais provenant de zones touchées par des conflits ou considérées à haut risque, notamment en Afrique centrale. L'origine des matières premières et les contrôles associés font ainsi partie des paramètres à prendre en compte dans les relations entre producteurs et négociants.

Agence

TOGO

Le PNUD lance un projet au profit de 1000 agriculteurs dans trois communes

Au Togo, 1000 producteurs agricoles des communes de Tône 1 et Cinkassé 1, dans la région des Savanes, et des Lacs 1, dans la région Maritime, bénéficieront d'un accompagnement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour améliorer leurs activités. L'initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de renforcement des chaînes de valeur agricoles inclusives et des systèmes alimentaires durables pour la cohésion sociale au Togo (PRESAVI-Togo), lancé la semaine dernière à Dapaong.
Mis en œuvre par le gouvernement avec le soutien du PNUD, ce projet vise à promouvoir des systèmes alimentaires durables et résilients, à améliorer les revenus des producteurs et à renforcer la cohésion sociale. Il cible deux filières : la tomate dans les communes de Tône 1 et Cinkassé 1, et la noix de coco dans celle des Lacs 1.
Au total, 21 coopératives bénéficieront de cet accompagnement. Parmi elles, 16 regroupent des producteurs de tomates et représentent environ 600 personnes. Les bénéficiaires recevront un appui technique pour améliorer leurs pratiques agricoles. Des activités de sensibilisation au vivre-ensemble et à la prévention des conflits sont également prévues.
À travers cette initiative, le gouvernement et le PNUD entendent contribuer à l'autonomisation des femmes et des jeunes, à l'amélioration des conditions de vie des ménages ruraux et au renforcement de la résilience des communautés bénéficiaires.
Pour la représentante résidente du PNUD au Togo, Binta Sanneh, le lancement du projet traduit l'engagement de l'agence aux côtés du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté et l'accompagnement des communautés vulnérables.
Le PRESAVI-Togo vient compléter les interventions déjà menées par le PNUD et d'autres partenaires nationaux et internationaux dans la région des Savanes, confrontée à des menaces terroristes depuis novembre 2021. Ces actions s'inscrivent également dans le cadre du Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS).

R I.

BOURSES MONDIALES

Retour des doutes sur l'IA, la tech déraille à Wall Street

Les valeurs technologiques ont glissé vendredi à Wall Street après les résultats décevants d'Amazon et d'Intel, alourdissant le bilan d'un mois d'octobre marqué par des craintes renouvelées autour des investissements massifs dans l'intelligence artificielle (IA).

"Après un début de mois en baisse, les actifs risqués ont tenté un rebond stoppé par des résultats mitigés des grandes entreprises technologiques liées à l'intelligence artificielle", observent les stratèges d'Edmond de Rothschild Asset Management dans une note.
A New York, l'indice Nasdaq - qui rassemble les titres technologiques - a chuté de 2,86 %, terminant en retrait de plus de 8 % depuis un pic historique début octobre. L'indice élargi S&P 500 a reculé de 1,82 % et le Dow Jones a perdu 1,09 %.
En Europe, Paris a fini la séance quasiment à l'équilibre (-0,01 %), tout comme Londres (+0,07 %), mais Francfort (-0,85 %), Milan (-1,00 %) et Madrid (-1,09 %) ont reculé plus nettement.
Sur le mois, la Bourse de Paris termine quasiment stable (+0,06 %). Francfort (+2,46 %) et Londres (+1,17 %) ont progressé, tandis que Milan (-3,64 %) et Madrid (-3,98 %) ont reculé.

L'IA ne suffit plus

"Pendant trois ans, il suffisait aux géants de la tech d'annoncer des investissements dans l'intelligence artificielle pour être récompensés en Bourse. Ce n'est plus le cas", résume Grégoire Kounowski, conseiller en investissement chez Norman K.
Après avoir perdu jusqu'à près de 6 % en séance à Wall Street, le géant de la distribution Amazon a terminé sur un repli de 1,41 %, pâtissant d'un chiffre d'affaires et d'un bénéfice inférieur aux attentes pour le troisième trimestre.
Le groupe a vu l'IA doper son informatique à distance, dont les ventes ont bondi de 39 %, mais la facture dépasse les revenus et le pousse à emprunter.
Alphabet (maison mère de Google), qui a publié ses résultats jeudi, a lui dû puiser 9 milliards de dollars dans sa trésorerie pour financer le développement de la technologie.
"Les investisseurs s'inquiètent de plus en plus de voir les entreprises technologiques consacrer des dépenses d'investissement considérables à l'expansion de l'intelligence artificielle, alors même que celle-ci semble montrer des signes de ralentissement", explique dans une note Jose Torres, d'Interactive Brokers.
"La question est de savoir si ces dépenses seront rentables, ou non", explique à l'AFP Peter Cardillo, de Spartan Capital Securities.
La dégringolade du fabricant de puces Intel (-28,58 %) a aussi fortement pesé sur les indices américains. Le groupe a été lourdement sanctionné après avoir dit prévoir un chiffre d'affaires de 15 à 16 milliards de dollars au quatrième trimestre, bien en deçà des attentes.
En Europe, les investisseurs se sont reportés en octobre sur des valeurs jugées plus sûres. A l'échelle du continent, l'indice sectoriel de la santé a gagné 14,07 % sur le mois, celui de l'agroalimentaire 12,23 % et celui du pétrole et du gaz 8,68 %. Celui des banques a en revanche chuté de 10,55 %.
Les résultats d'entreprises du troisième trimestre comptent des surprises positives "un peu moins nombreuses que le trimestre précédent, mais (qui) restent élevées, notamment dans les secteurs défensifs", relève Edmond de Rothschild AM.

Le pétrole grimpe

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a progressé vendredi de 2,40 % à 117,64 dollars, au plus haut depuis début mai.
Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate a gagné 2,08 % à 104,12 dollars.
Les cours restent soutenus par les tensions dans le détroit d'Ormuz, où l'Iran a affirmé jeudi que quatre pétroliers avaient pris feu après avoir heurté des mines, et par la crainte d'une nouvelle offensive américaine contre Téhéran après les élections de mi-mandat de mardi.
L'Ukraine aurait "repris ses attaques contre les raffineries russes, ce qui contribue aussi à soutenir les prix", commente auprès de l'AFP Andy Lipow, analyste de Lipow Oil Associates.
Selon le vice-ministre russe en charge de l'Energie, Alexandre Novak, Kiev a frappé vendredi trois raffineries de pétrole en Russie après une "pause" de plusieurs jours dans ce type d'attaques.
Le bitcoin cédait 2,55 % à 76.783 dollars vers 20H55 GMT. Binance, première plateforme d'échanges de cryptomonnaies au monde, a subi jeudi un piratage dont le préjudice est estimé à 6,3 milliards de dollars.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 29 Octobre 2026
Valeur : 02 Novembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.2000	135.2150
1	EUR	EURO	150.4776	150.5213
1	GBP	POUND STERLING	179.6917	179.8311
100	JPY	JAPANESE YEN	85.5047	85.5196
1	CNY	CHINESE YUAN	20.2817	20.2843
1	CHF	SWISS FRANC	162.8327	162.9096
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.2826	96.3138
1	DKK	DANISH KRONE	20.1436	20.1465
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6128	13.6150
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.5436	14.5464
1	AED	UAE DIRHAM	36.8041	36.8182
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.0284	36.0343
1	KWD	KUWAITI DINAR	438.3917	438.5825
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.8401	45.2907
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7231	13.7246
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9580	21.0651
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3750	3.3855
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	182.7701	182.7701

L'INDICE MONDIAL MSCI CHUTE DE 1,5%

Les actions reculent en raison des craintes liées à la consommation de trésorerie dans le secteur de l'IA

Une forte vague de ventes sur les valeurs technologiques de Wall Street a fait chuter l'indice mondial MSCI de 1,5% vendredi, poussant les investisseurs à se réfugier dans la sécurité des obligations américaines, craignant que les investissements massifs dans l'intelligence artificielle, qui mobilisent d'importantes liquidités, ne génèrent pas des rendements suffisants.
L'action du fabricant de puces Intel < INTC.O> a plongé de 28,6% et celle d'Amazon AMZN.O a perdu 1,4% après que leurs résultats ont respectivement montré qu'elles avaient brûlé des liquidités tout en investissant massivement dans le développement lié à l'IA. Intel a également indiqué que la demande en PC avait ralenti et que cette tendance pourrait persister jusqu'à l'année prochaine.
Les actions d'Alphabet GOOGL.O , la société mère de Google , ont encore perdu 1,4%, après avoir chuté de 12,6% jeudi, suite à l'annonce que les dépenses massives en IA avaient rendu le flux de trésorerie de l'entreprise négatif .
"Nous avons connu une hausse tellement spectaculaire dans l'ensemble du secteur", a déclaré Sahak Manuelian, directeur général des ventes et du négoce d'actions internationales chez Wedbush Securities, en référence aux titres liés à l'IA. "Lorsque l'on observe des mouvements de type parabolique, cela entraîne une chute très brutale. Je pense que c'est ce à quoi nous assistons actuellement. Et puis, il y a des investisseurs qui commencent à retirer leurs fonds pour se tourner vers d'autres secteurs." Plus tôt, Gene Goldman, directeur des investissements chez Cetera, avait qualifié la séance boursière de vendredi de "véritable cauchemar", les dépenses liées à l'IA étant le principal coupable, alors que la consommation de trésorerie et la hausse des dépenses d'investissement soulevaient des questions quant à savoir si les rendements de l'IA "justifieraient ces dépenses".
M. Goldman a également indiqué que la pression exercée par la hausse des cours du pétrole, due à la multiplication des attaques au Moyen-Orient, ainsi que les inquiétudes liées à un piratage de Binance , la plus grande plateforme d'échange de cryptomonnaies au monde, ont aggravé le climat de morosité. Le bitcoin BTC= et d'autres cryptomonnaies ont chuté.
L'indice Dow Jones Industrial Average .DJI a perdu 572,25 points, soit 1,09%, pour clôturer à 51.770,31, le S&P 500 .SPX a perdu 140,32 points, soit 1,82%, à 7.580,07 et le Nasdaq Composite .IXIC a chuté de 747,73 points, soit 2,86%, à 25.437,00.
L'indice MSCI, qui mesure l'évolution des actions à l'échelle mondiale .MIWD00000PUS , a perdu 17,15 points, soit 1,51%, pour s'établir à 1.115,47. Plus tôt, l'indice paneuropéen STOXX 600 .STOXX avait clôturé en baisse de 0,36%.
À Wall Street, la vague de ventes sur le titre Intel s'est propagée à l'ensemble du secteur des semi-conducteurs. L'indice PHLX des semi-conducteurs .SOX a clôturé en baisse de plus de 7% après avoir atteint son plus bas niveau depuis mai, enregistrant ainsi sa plus forte baisse journalière depuis fin juin. L'indice technologique S&P 500 .SPLRCT a perdu 4,2% lors de sa journée la plus morose depuis début juin.
Les investisseurs à la recherche de valeurs refuges ont fait grimper les indices des biens de consommation de base .SPLRCS et des services aux collectivités .SPLRCU . Mais le secteur le plus performant de la journée a été celui de l'énergie .SPNY , soutenu par la remontée du cours du pétrole et les résultats d'Exxon Mobil XOM.N et de Chevron CVX.N . Les grands groupes pétroliers ont affiché de solides bénéfices grâce à d'importantes marges de raffinage , alimentées par les perturbations de l'approvisionnement liées aux attaques ukrainiennes contre les raffineries russes et à la guerre en Iran.
Sur le marché des devises , le yen s'apprêtait vendredi à enregistrer sa troisième hausse quotidienne consécutive face au dollar après que la Banque du Japon eut maintenu ses taux inchangés tout en révisant à la hausse ses prévisions d'inflation, tandis qu'une nouvelle vague de ventes sur les actions du secteur de l'IA a stimulé la demande de valeurs refuges autres que le dollar.
L'indice du dollar =USD , qui mesure la valeur du billet vert par rapport à un panier de devises comprenant notamment le yen et l'euro, a progressé de 0,04% à 101,92, tandis que l'euro EUR= reculait de 0,13% à 1,1163 $. Face au yen japonais JPY= , le dollar s'est affaibli de 0,1% à 157,54.
Du côté des cryptomonnaies, le bitcoin BTC= a chuté de 2,49% à 76.877,30 $. L'ethereum ETH= a reculé de 1,01% à 2.236,76 $.
Les bons du Trésor américain ont progressé et le rendement de référence à 10 ans s'apprêtait à enregistrer sa plus forte baisse mensuelle depuis près de trois ans, la vague de ventes sur les valeurs technologiques ayant poussé les investisseurs vers ces actifs refuges.
Le rendement des bons du Trésor américain de référence à 10 ans US10YT=RR a reculé de 5,8 points de base à 4,931%, tandis que celui des obligations à 30 ans US30YT=RR a baissé de 1,97 point de base à 5,3093%.

R I.

CRYPTOMONNAIES

Binance confirme une cyberattaque massive estimée à 6,3 milliards $

La plateforme d'échanges de cryptomonnaies Binance a annoncé jeudi qu'elle avait été victime d'un important piratage dont le préjudice est estimé à quelque 6,3 milliards de dollars, la moitié des fonds ayant été gelés pour empêcher un vol massif.

Binance a publié sur la plateforme X plusieurs messages contradictoires, assurant d'abord que tous les fonds déposés par les clients sur son site étaient "totalement à l'abri", avant d'annoncer, un peu plus tard, qu'elle couvrirait "toutes les pertes".
La plateforme a ensuite indiqué sur son compte X pour l'Amérique latine que "le montant total impacté était d'environ 6,3 milliards de dollars".
"Nous avons travaillé avec des partenaires spécialisés en blockchain pour geler les actifs concernés ; environ 3 milliards de dollars ont été gelés on-chain (bloqués sur la blockchain, NDLR) jusqu'à présent", ajoute le communiqué.
Ce serait quatre fois le montant dérobé - à ce jour la plus grande cyberattaque de ce type : 1,5 milliard de dollars ont été siphonnés en février 2025 sur la plateforme Bybit, un vol attribué à des pirates affiliés à la Corée du Nord.
Vers 00H30 GMT vendredi, Binance a fait savoir que "tous les dépôts et les retraits" étaient "suspendus temporairement".
"Ce montant pourrait continuer à augmenter à mesure que nos équipes collaborent étroitement avec les autorités, les émetteurs, les sociétés d'analyse de données et des partenaires de l'industrie pour identifier et geler des actifs supplémentaires" susceptibles d'avoir été visés, a ajouté Binance.
"Cela ressemble à une cyberattaque sur Binance", a commenté sur X Changpeng Zhao, ancien patron de la plateforme qui n'occupe plus de fonctions opérationnelles mais reste encore actionnaire majoritaire du groupe.
Il a estimé que les pertes liées à cet assaut pourraient être "un peu plus élevées" qu'un milliard de dollars.
Le patron de Tether, société émettrice notamment d'une cryptomonnaie appelée USDT, la troisième devise numérique par le volume en circulation (180 milliards de dollars environ), a annoncé avoir gelé pour environ 1,6 milliard de dollars de ces actifs "en lien avec une potentielle attaque" sur Binance.
Quant au directeur général de Circle, qui supervise la cryptomonnaie USDC, il a fait part de l'immobilisation d'environ 800 millions de dollars.
L'USDT et l'USDC sont des "stablecoins", c'est-à-dire des monnaies électroniques dont la valeur est adossée à une devise traditionnelle, en l'occurrence le dollar.
Le patron de Circle, Jeremy Allaire, a précisé que cette action avait été prise en concertation avec les autorités.
Sollicités par l'AFP, le ministère américain de la Justice et le FBI n'ont pas donné suite dans l'immédiat.

Les cryptomonnaies chutent

Durant plusieurs heures, avant que Binance ne confirme l'attaque vers 23H30 GMT jeudi, plusieurs spécialistes avaient affirmé que des pirates s'étaient introduits sur la plateforme.
Dans ce contexte, les cours de toutes les cryptomonnaies majeures ont brièvement décroché, à l'exception des stablecoins qui ne peuvent, par définition, fluctuer que dans des marges très réduites.
Après avoir dégringolé de près de 5% en fin de séance américaine, le bitcoin se reprenait et ne perdait plus que 0,83% vers 05H00 GMT, tandis que l'ether s'affichait en léger repli de 0,81%. Le BNB, cryptomonnaie émise par Binance, rebondissait de 2,67% après avoir fondu de près de 10%.
La cyberattaque sur Binance intervient alors que plusieurs observateurs s'inquiètent de voir les capacités des modèles d'intelligence artificielle (IA) mettre en péril la cryptographie et les protocoles de sécurité informatique.
D'aucuns ont ainsi vu dans une percée, annoncée indépendamment cette semaine par OpenAI et Anthropic sur un même concept informatique, un premier signe tangible d'un tournant.
En réfutant l'hypothèse dite du temps exponentiel (ETH), ils ont ainsi laissé entrevoir la possibilité d'une simplification du décryptage des protocoles de chiffrement, même si rien de pratique ne peut être tiré de cette démonstration dans l'immédiat.
Or, le protocole de la blockchain, fondement des cryptomonnaies, s'appuie sur la cryptographie pour garantir l'inviolabilité théorique du système et la sécurité des transactions.

Agence

G20

Les pays du Quad expriment leurs "vives préoccupations" concernant la coercition économique

Les pays du Quad (Etats-Unis, Australie, Inde, Japon) ont exprimé leurs "vives préoccupations" samedi face à la coercition économique à l'issue d'une réunion en marge du G20 à Atlanta, aux Etats-Unis.
"Ils ont fait part de leurs vives préoccupations concernant la coercition économique, notamment par le biais de restrictions arbitraires à l'exportation, ainsi que les politiques et pratiques non conformes aux principes du marché qui entraînent une surcapacité susceptible de perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales dans des secteurs stratégiques", selon un communiqué diffusé par la délégation japonaise.
Le texte ne fait pas mention d'un pays en particulier mais ces critiques font souvent référence à la Chine, qui est accusée de trop compter sur les exportations pour stimuler sa croissance.
Cette dernière, qui considère l'alliance Quad avec méfiance, a rejeté les accusations de surcapacité.
Pékin se voit également reprocher d'exercer un contrôle strict sur les exportations de terres rares.
Les ministres du Quad, réunis sous les auspices du secrétaire d'Etat américain Marco Rubio, ont également réitéré leur appel à préserver la liberté de navigation "et la sécurité des équipages et des navires sans imposition de droits de passage", citant notamment le détroit d'Ormuz bloqué par l'Iran.
Ouvrant le G20 vendredi, le secrétaire d'État américain avait évoqué un "moment décisif" pour le monde, alors que les conflits en Iran et en Ukraine restent dans l'impasse et que les cours du pétrole flambent.
Cette réunion, qui s'achève samedi, se déroule à quelques jours des élections de mi-mandat aux États-Unis mardi.

R I.

ENERGIE

Londres taxe les superprofits bancaires et verse 100 livres à 20 millions de foyers

Le gouvernement britannique a annoncé mercredi lors de la présentation du budget une aide directe de 100 livres à destination de 20 millions de foyers en Angleterre, pour les aider à faire face à la hausse de leurs factures d'énergie liée notamment à la guerre au Moyen-Orient.
Cette aide, destinée aux foyers vivant dans des logements de valeur modeste ou moyenne, sera "payé directement sur le compte bancaire des personnes", a précisé le ministre des Finances John Healey.
Le gouvernement britannique a également annoncé mercredi augmenter temporairement une surtaxe sur les bénéfices des banques exerçant au Royaume-Uni, à 6 %, contre 3 % actuellement, pour financer des aides énergétiques.
"Au milieu des tempêtes économiques mondiales, je compte sur nos banques pour aider à financer un peu de répit pour les familles britanniques", a déclaré le ministre des Finances John Healey, à l'occasion de la présentation du premier budget du gouvernement travailliste d'Andrew Burnham.
"Ce supplément sera limité dans le temps pour financer le soutien immédiat aux factures d'énergie": il commencera en janvier 2027 pour se terminer 15 mois plus tard, a précisé le ministre. En 2016, le gouvernement conservateur avait instauré une surtaxe de 8 % sur l'impôt sur les sociétés à la charge des banques exerçant sur son territoire. Elle avait ensuite été réduite à 3 % en 2023.
Le secteur bancaire dans son ensemble bénéficie de la hausse des taux d'intérêt liée à l'envolée des prix du pétrole avec le conflit au Moyen-Orient, qui alimente l'inflation partout dans le monde.
Cette flambée des taux a par exemple" profité à HSBC, qui a indiqué mardi que son bénéfice net avait bondi de 45,5 %, à 7,1 milliards de dollars au troisième trimestre, également aidé par des réductions des coûts.
Sur la même période, le bénéfice après impôt de Barclays a grimpé de 13 %, porté par une forte progression des revenus dégagés par sa division actions.
Cette annonce attendue ne ramène cependant pas la surtaxe à son précédent niveau de 8 % et reste temporaire.
Déjà en hausse dans la matinée, l'action des banques britanniques grimpait dans la foulée de cette annonce. Les titres de Loyds, NatWest et Barclays prenaient chacun respectivement plus de 3 % à la Bourse de Londres.

R I.

BCE

Statu quo attendu sur les taux, la France au coeur des inquiétudes

La Banque centrale européenne devrait laisser ses taux directeurs inchangés jeudi, malgré une inflation persistante, tandis que les turbulences sur la dette française devraient s'inviter au cœur des discussions.
Selon le consensus des économistes, le taux de dépôt devrait rester fixé à 2,5%, après deux relèvements décidés cette année pour contenir les pressions inflationnistes alimentées principalement par la hausse des prix de l'énergie dans le contexte des tensions au Moyen-Orient. La réunion intervient alors que les taux d'emprunt français évoluent à des niveaux inédits depuis plus de vingt ans, ayant passé la semaine dernière la barre de 5% pour la première fois depuis 2002, avant de revenir à 4,94% mercredi.

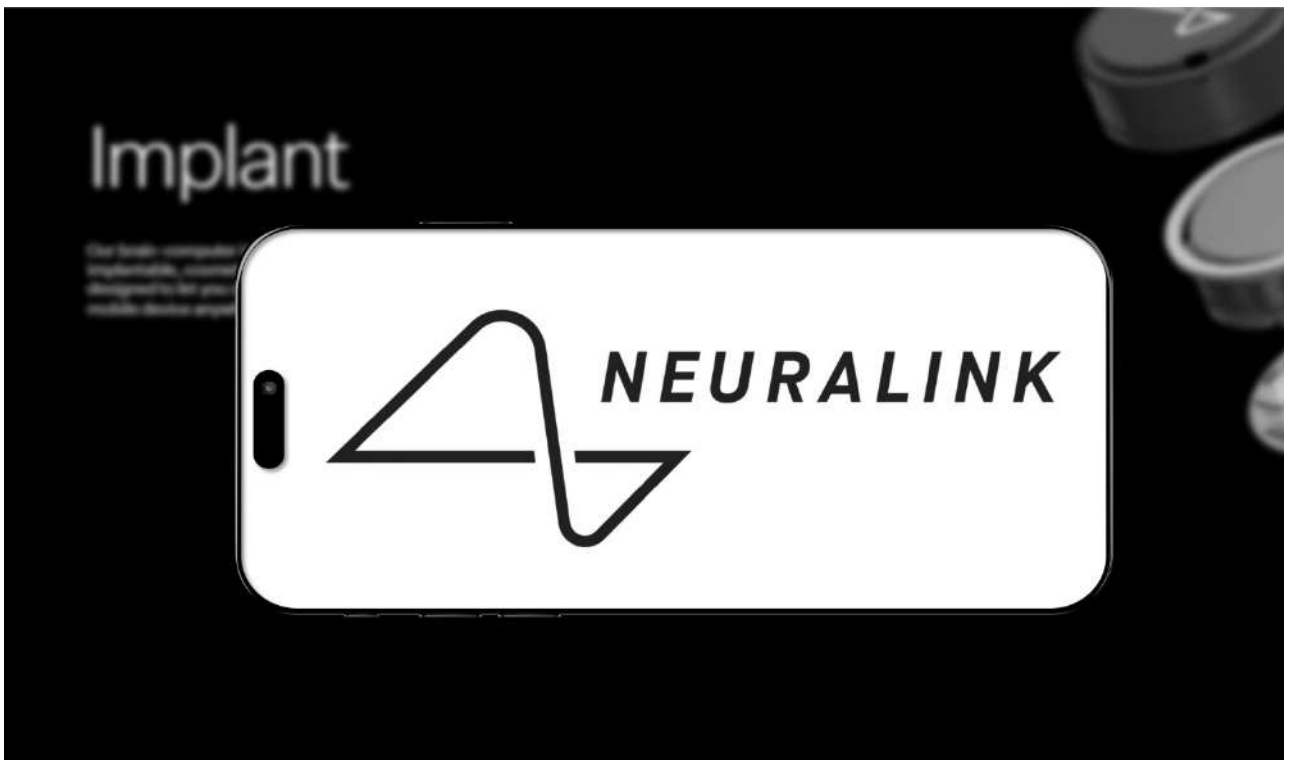
Inquiétudes des investisseurs

Ces tensions reflètent les inquiétudes des investisseurs sur les finances publiques françaises, le débat autour du budget 2027 et la polarisation de la société, le tout à l'approche de l'élection présidentielle. L'écart de rendement entre les obligations françaises et allemandes à dix ans est remonté au-delà de 1,5 point de pourcentage, ce qui ne s'était pas vu depuis l'automne 2011.
Mais cette remontée des rendements offre aussi un répit à la BCE. En renchérissant le coût du crédit pour les ménages et les entreprises, elle produit des effets comparables à ceux d'un relèvement des taux directeurs.
Cette poussée des taux français nourrit aussi les craintes d'une contagion à d'autres pays de la zone euro. Les marchés s'interrogent sur le moment où la BCE pourrait être contrainte d'agir, soit en injectant davantage de liquidités dans le système financier, soit en actionnant son "Instrument de protection de la transmission" (TPI).
Ce dernier, créé en 2022 et qui n'a jamais été utilisé, permet en théorie d'acheter massivement des obligations souveraines afin d'enrayer des tensions excessives sur certains marchés. Pour l'heure, une telle éventualité paraît éloignée.

Synthèse R I/Agence

Elon Musk promet de rendre la vue aux aveugles et de faire remarcher les paralysés grâce à Neuralink

Elon Musk affirme que l'implant de Neuralink destiné aux aveugles est prêt et l'entreprise n'attend plus que le feu vert des autorités. Il espère aussi rendre à des personnes paralysées, d'ici quelques années, l'usage de leurs mains et de leurs jambes.



Blindsight « permettra même à ceux qui sont complètement aveugles ou qui n'ont jamais vu de voir », a promis Elon Musk sur X. Dans un message posté un peu plus tard, il espère voir Neuralink renvoyer vers les membres, « dans quelques années », les signaux des zones motrices et sensorielles du cerveau. Des personnes paralysées pourraient alors se servir à nouveau de leurs mains et remarcher. N'empêche, pour l'instant, aucun patient n'a reçu Blindsight, et personne n'a remarché grâce à un implant Neuralink.

Telepathy testé chez 21 personnes paralysées

En janvier 2024, Noland Arbaugh, tétraplégique, est devenu le premier patient à recevoir l'implant de Neuralink. Quelques semaines après l'opération, une partie des fils d'électrodes s'est rétractée de son cerveau, et les ingénieurs de l'entreprise ont dû modifier leurs algorithmes pour lui rendre le contrôle de son curseur. Selon Neuralink, 21 participants étaient inscrits fin janvier 2026 dans ses essais, contre 12 personnes implantées en septembre 2025. Elon Musk annonçait en juillet 2024 un millier de patients implantés d'ici 2026, puis promettait, le 31 décembre 2025, une production à grande échelle et une chirurgie presque entièrement automatisée dans l'année.
L'entreprise mène ces études aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et aux Émirats arabes unis.
Avec Telepathy, les fils d'électrodes sont posés par un robot chirurgical dans le cortex moteur. L'activité des neurones est ensuite traduite en commandes pour un appareil extérieur. Les participants déplacent ainsi un curseur, cliquent, jouent à des jeux vidéo, écrivent du code ou dessinent par la pensée. Elon Musk espère qu'à terme, ils transmettront des informations plus vite qu'en parlant ou en tapant au clavier.
Neuralink teste aussi la commande d'un bras robotisé et, avec l'essai VOICE, la restitution de la parole. Aucun de ces essais ne concerne la marche.
Pour remarcher, il faudrait franchir une étape supplémentaire. Après une lésion de la moelle épinière, le blessé forme toujours l'intention de bouger, mais ses muscles ne reçoivent plus l'ordre du cerveau. Elon Musk imagine de capter ce signal dans le cerveau et de le transmettre aux membres sans passer par la moelle abîmée. Au début de l'année, il se disait « convaincu » que Neuralink pourrait rendre au corps toutes ses fonctions. Le patron de l'entreprise n'a jamais expliqué comment ses équipes comptent relier l'implant aux nerfs des bras et des jambes.

L'implant Blindsight n'a encore jamais été posé chez l'homme

Neuralink veut rendre la vue sans passer par l'œil ni par le nerf optique. Les images filmées par une caméra sont converties en impulsions électriques, envoyées par des microélectrodes directement dans le cortex visuel. Chez une personne voyante, cette zone à l'arrière du cerveau reçoit les informations transmises par les yeux. Elon Musk promet donc la vue à des personnes nées aveugles, dont les yeux n'ont jamais transmis la moindre image au cerveau.
En septembre 2024, l'autorité sanitaire américaine a accordé à Blindsight sa désignation de dispositif innovant (« Breakthrough Device »). Avec ce statut, Neuralink échange plus vite avec la FDA et obtient un examen accéléré de son dossier, mais aucune autorisation d'essai chez l'homme. Lors d'un meeting dans le Wisconsin, fin mars 2025, Elon Musk annonçait une première implantation de Blindsight chez un humain avant la fin de l'année, en assurant que les singes équipés de l'implant étaient en bonne santé depuis quelques années. Neuralink n'a jamais posé cet implant chez un patient et n'a publié de résultats que chez le singe.
En juin 2025, l'ingénieur de l'entreprise Joseph O'Doherty a indiqué, lors d'une conférence scientifique, qu'un singe implanté réagissait dans deux cas sur trois à des stimuli visuels créés artificiellement dans son cerveau. Il évoquait aussi l'idée d'associer l'implant à une paire de lunettes. Aucune étude Blindsight ne figure sur la page des essais cliniques de l'entreprise, consultée le 30 octobre par Tesla Mag.
Elon Musk n'a pas précisé quelle autorité doit donner son feu vert, ni dans quel pays Neuralink poserait son premier implant visuel. L'entreprise rappelle de son côté que ses dispositifs sont expérimentaux et qu'aucune autorité, FDA comprise, ne les a approuvés.

L'IA de Google donne accès à des centaines de manuels gratuits et aide même à réviser

Google propose gratuitement plusieurs centaines de manuels dans Gemini Notebook, et son IA construit à partir de leurs chapitres des fiches de révision et des quiz. Mais Google a constitué ce catalogue pour les cursus américains et indiens.
Google a réuni dans ce catalogue de manuels gratuits les ouvrages libres d'OpenStax et d'Open Textbook Library, et des titres de l'éditeur indien S Chand Publishing. L'entreprise a renommé NotebookLM en Gemini Notebook au mois de juillet, sans toucher à son fonctionnement. L'IA de Google ne répond qu'à partir des documents que l'utilisateur lui confie, ses notes de cours par exemple, et maintenant un manuel entier choisi dans le catalogue. Encore faut-il que l'option apparaisse dans le menu, ce que Google ne garantit pas aux étudiants français qui vont devoir se contenter de la BU.

Des quiz et des fiches de révision tirés du manuel

Pour trouver un livre, l'étudiant ouvre un carnet, clique sur « Add sources » puis sur « Textbooks ». Il peut ensuite trier les titres par matière et par niveau d'études, ou chercher un ouvrage précis grâce à la barre de recherche. Une fois le manuel ajouté, l'IA répond à ses questions sur un chapitre ou une notion en citant les passages utilisés, avec un lien vers le texte d'origine. « Chaque réponse est ancrée directement dans le manuel », écrit Priya Venkatraman, ingénieure logicielle dans l'équipe de Gemini Notebook.
Avec ces renvois, l'étudiant garde un moyen de repérer les erreurs, car les modèles de langage inventent parfois des réponses avec aplomb. Il peut aussi faire transformer un chapitre en guide de révision ou en questions d'entraînement, puis se tester avec des cartes mémoire générées à partir du texte. Google a ajouté ces dernières semaines un enregistreur de cours à l'application mobile de Gemini Notebook. Un étudiant peut donc enregistrer un cours magistral, puis revoir dans le manuel de la matière les notions qu'il a mal comprises, avant de vérifier ses connaissances avec un quiz. Google permet aussi de relire le plan d'un diaporama ou d'une vidéo avant sa génération dans Gemini Notebook, et a ajouté Gemini des leçons visuelles interactives, sur le fonctionnement d'un réacteur d'avion ou la physique de la foudre par exemple.

Un catalogue déployé aux États-Unis et en Inde

L'université Rice, au Texas, publie sous la marque OpenStax des manuels relus par des pairs et diffusés sous licence ouverte, et Gemini puisait dans ces livres dès l'été 2024 grâce à la commande @OpenStax. « Les contenus fournis par les outils d'apprentissage à base d'IA doivent être exacts », insistait alors Richard Baraniuk, fondateur et directeur d'OpenStax. L'université du Minnesota recense de son côté dans son Open Textbook Library des ouvrages universitaires sous licence libre. Avec ces textes ouverts, Google peut enrichir son catalogue sans négocier de droits d'auteur avec chaque éditeur, remarque Android Authority. S Chand Publishing vend en revanche des manuels scolaires en Inde, et Google n'a pas dit à quelles conditions ses titres sont gratuits dans Gemini Notebook.
Dans son annonce, Google indique seulement l'origine des éditeurs, américains et indiens. Toujours d'après Android Authority, le déploiement concerne les utilisateurs installés aux États-Unis et en Inde, et Google n'a rien annoncé pour les autres régions. L'outil de prise de notes fonctionne en revanche dans plus de 200 pays, dont la France, avec une interface traduite en plus de 50 langues, indique Google. Les étudiants français ne verront donc pas forcément l'option « Textbooks » dans le menu des sources, et les livres du catalogue suivent de toute façon les programmes de ces deux pays.
Si vous êtes un étudiant français, vous pouvez toujours importer dans un carnet vos notes de cours ou les documents PDF fournis par vos enseignants, puis demander à l'IA des quiz et des fiches à partir de ces documents. OpenStax laisse en outre télécharger gratuitement vos manuels sur son site, et rien ne vous empêche d'ajouter le fichier d'un de ces livres à votre carnet, à condition de réviser en anglais. Google accepte aussi certains livres numériques achetés sur Google Play Books, grâce à son programme Expert Intelligence. Dans ce cas, l'étudiant paie son livre, et seuls les manuels du nouveau catalogue lui sont offerts.

Xpeng L05 (2027) : un nouveau SUV familial au Brussels Motor Show



Xpeng annonce l'arrivée du L05 en Europe en 2027. Ce SUV à cinq places mise sur l'espace et les aides à la conduite, mais garde ses motorisations, ses prix et ses caractéristiques techniques pour le Salon de Bruxelles. De quoi patienter avant de le mesurer aux références du marché belge.

Présenté en Chine le 29 octobre dernier, le Xpeng L05 rejoindra l'Europe en 2027. Le constructeur chinois le décrit comme un SUV spacieux destiné aux familles et le situe logiquement au-dessus du L03 dans sa gamme. Mais cette première annonce tient davantage de la prise de rendez-vous que de la présentation complète car l'essentiel des informations utiles à l'acheteur reste à venir. Xpeng promet de détailler la version européenne au Brussels Motor Show, organisé du 8 au 17 janvier 2027. Motorisations, équipement, prix et disponibilité selon les marchés figurent au programme.

Cinq places et une vocation familiale

Le L05 accueillera cinq occupants. Xpeng insiste sur l'espace et la flexibilité de l'habitacle, sans toutefois communiquer son volume de coffre ou les possibilités de configuration de la banquette. Pour autant, on sait que le L05 est en fait un modèle Mona actuellement commercialisé en Chine et que ce dernier mesure 4,87 m de long, 1,93 m de large et 1,64 m de haut pour un empattement de 2,94 m. Si cela se confirme pour l'Europe, le L05 serait donc 22 cm plus long que le Xpeng L03 et d'une longueur similaire à celle du SUV G9.

L'intelligence artificielle en tête d'affiche

À défaut de fiche technique précise, Xpeng met en avant sa puce Turing AI et la deuxième génération de son système Vision-Language-Action, baptisée VLA 2.0. Celui-ci doit permettre au véhicule d'interpréter son environnement et d'adapter ses réactions.

Le constructeur promet ainsi une conduite plus sûre et plus fluide. Des bénéfices qui demanderont bien sûr à être vérifiés au volant, dans les conditions de circulation européennes. La puissance de calcul ne dit pas, à elle seule, si une assistance intervient avec pertinence ou devient agaçante au quotidien. Les fonctions du système Next Generation Pilot (NGP) destinées à l'Europe seront précisées elles aussi à Bruxelles.

Motorisations et autonomie: urgent d'attendre

Quelles motorisations seront proposées chez nous? Avec quelle batterie, quelle autonomie et quelles capacités de recharge? Là encore, Xpeng réserve ses réponses officielles au Salon de Bruxelles. Cependant, certaines sources mentionnent d'ores et déjà deux types de batteries, 58 et 71 kWh et des transmissions RWD et 4WD. En complément des versions 100% électriques, une déclinaison électrique à prolongateur d'autonomie (EREV) semble figurer également au programme.

Xpeng souligne d'ailleurs que l'illustration diffusée représente le modèle destiné à la Chine, dont les spécifications pourront différer. La marque précise également que cette image a fait l'objet d'une post-production utilisant l'IA et elle demande donc d'être considérée comme un support marketing plutôt que comme un document définitif des détails du modèle européen.

Quelles concurrentes en Belgique?

Le L05 en version électrique entrerait ainsi en concurrence avec les Tesla Model Y, BYD Sealion 7 et Škoda Enyaq notamment. Ces SUV répondent déjà aux besoins d'une clientèle familiale, avec des approches différentes en matière d'espace, de performances et d'ergonomie.

Le L05 devra apporter des réponses concrètes sur l'habitabilité, la consommation, la recharge et le budget. Rendez-vous donc à Bruxelles pour savoir ce que ce nouveau venu aura réellement à leur opposer.

LES CHIFFRES SONT INQUIÉTANTS

Les constructeurs automobiles allemands continuent de s'enfoncer

Mercedes, Porsche et le groupe Volkswagen... toutes les marques allemandes publient un résultat en berne au troisième trimestre. Pour Porsche, aucune porte de sortie n'est d'ailleurs envisagée pour le moment, le temps que des modèles plus porteurs (et en partie thermiques) n'arrivent. Certains signaux restent malgré tout positifs notamment chez Mercedes sur les nouvelles gammes. En attendant, il va falloir accepter de faire le dos rond.



L'âge d'or des constructeurs premium allemands semble bel et bien dernière nous. Pris en tenaille entre un marché chinois devenu extrêmement hostile et des marges financières qui fondent à vue d'œil, Mercedes-Benz, BMW, Audi et Porsche affrontent une tempête économique majeure. La réaction à tout ça s'organise désormais dans la douleur, à coups de restructurations massives, de réductions budgétaires et de plans de départs.

Dégringolade en Chine pour tout le monde

Longtemps considérée comme la principale vache à lait de l'industrie d'outre-Rhin, la Chine s'est transformée en un panier de crabes. Face à la montée en puissance fulgurante des constructeurs locaux qui cassent les prix et dominent l'innovation technologique sur le marché de l'électrique, les marques traditionnelles allemandes ne parviennent plus à endiguer l'hémorragie. Les chiffres du troisième trimestre 2026 illustrent ce violent décrochage. Chez Mercedes, les ventes ont littéralement plongé de 31 % sur le marché chinois entre juillet et septembre.

Le constat est tout aussi alarmant du côté de Munich, puisque BMW accuse une chute de 24,8 % de ses livraisons chinoises au troisième trimestre, ce qui représente 114 355 unités écoulées. Sur les neuf premiers mois de l'année, le recul de la marque à l'hélice en Chine atteint les 21,8 %, avec 376 128 véhicules vendus. Audi et Porsche ne sont pas épargnés par cette désaffection brutale de la clientèle asiatique, concédant tous deux des baisses très significatives de leurs volumes sur ce territoire hautement stratégique. Cet écroulement asiatique entraîne dans son sillage une contraction des ventes à l'échelle mondiale. BMW, par exemple, voit ses ventes globales reculer de 6,3 % au troisième trimestre, et de 4,9 % sur les neuf premiers mois (soit environ 1,7 million d'unités), et ce malgré une hausse encourageante de 7,2 % sur le segment spécifique des véhicules électriques au troisième trimestre.

Pour Porsche, la sanction se traduit par une baisse de 16 % de ses livraisons mondiales sur les neuf premiers mois, avec seulement 178 532 véhicules mis à la route. De son côté, Audi limite un tout petit peu la casse en volume pur avec 1 056 103 unités livrées dans le monde depuis janvier, mais la dynamique reste résolument orientée à la baisse.

Des marges en chute libre

Mécaniquement, cet effondrement des volumes s'accompagne d'une dégradation spectaculaire de la rentabilité. La guerre des prix en Asie et l'inflation des coûts de production en Europe essorent les bilans financiers. Chez Audi, la rentabilité est en chute libre. La marque aux anneaux a péniblement dégagé un bénéfice d'exploitation de 1,2 milliard d'euros pour un chiffre d'affaires de 42,1 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année. Conséquence directe, sa marge opérationnelle s'effondre à seulement 2,7 %, forçant la direction d'Ingolstadt à réviser ses prévisions annuelles à la baisse, n'espérant plus qu'une rentabilité comprise entre 3 et 5 % pour l'exercice 2026.

La douche est tout aussi glaciale à Stuttgart, où Mercedes-Benz a vu la rentabilité de sa division voitures particulières fondre à 2,5 % au troisième trimestre. Si Porsche sauve quelques apparences avec un bénéfice d'exploitation de 1,74 milliard d'euros, en rebond par rapport à un exercice précédent qui avait été plombé par de très lourdes charges exceptionnelles, son chiffre d'affaires global accuse néanmoins un recul de 5,9 %, s'établissant à 25,28 milliards d'euros.

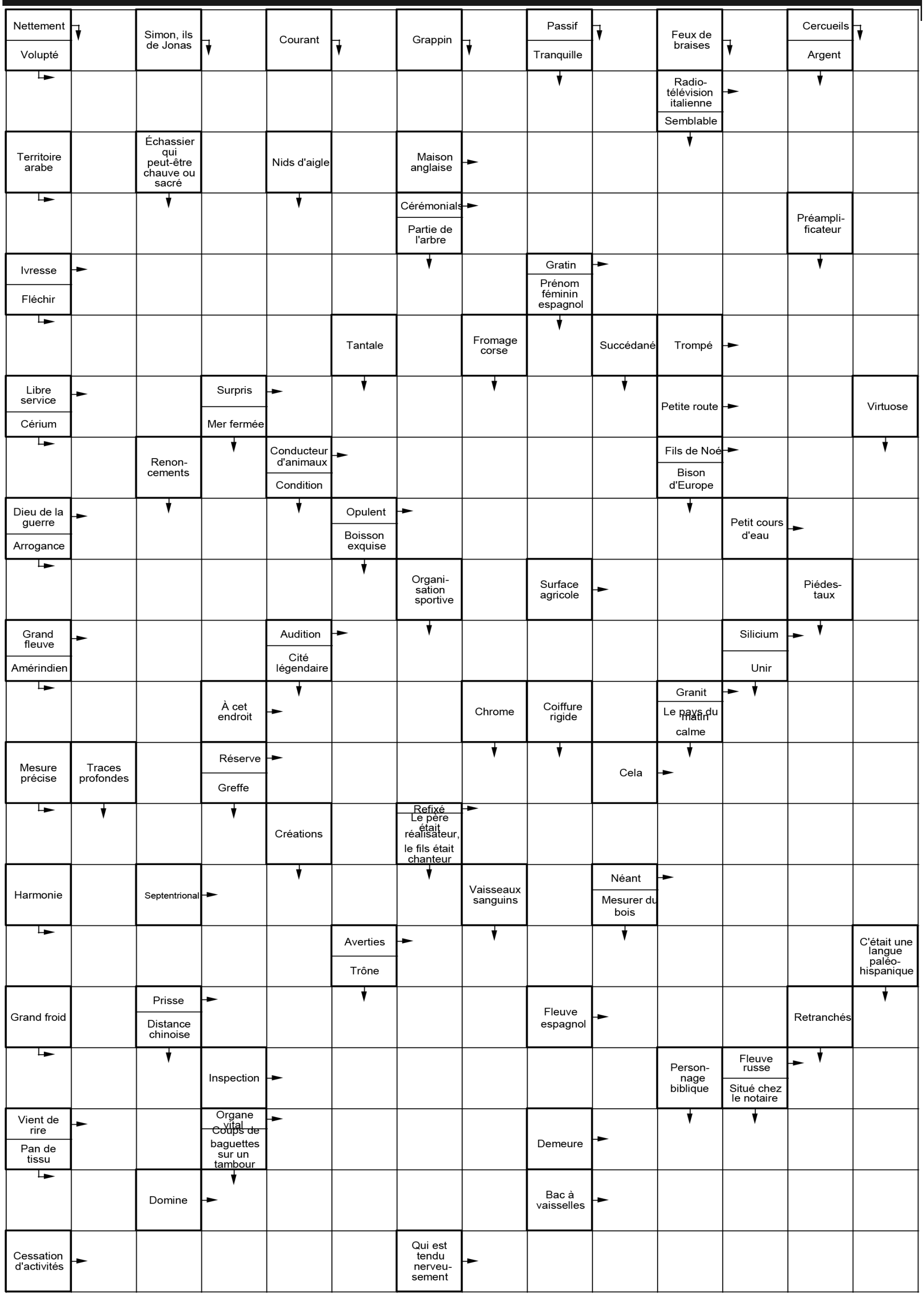
Plans de départs et cure d'austérité : la fin du modèle social garanti ?

Les directions des groupes automobiles ont toutes déclenché le signal d'alarme, mettant fin à l'âge d'or de l'emploi intouchable et des bonus XXL. Les réductions de coûts se traduisent désormais par des coupes et des opérations directes sur le personnel. Porsche prépare ainsi un traitement de choc incluant une restructuration opérationnelle majeure qui prévoit la suppression de près de 9000 postes, tout en assumant une stratégie d'augmentation tarifaire agressive sur le très haut de gamme pour compenser sa perte de volume.

Chez Mercedes-Benz, le président Ola Källenius a ordonné des coupes sévères dans les dépenses administratives ainsi que dans les budgets de recherche et développement. Pour alléger sa masse salariale à plus court terme, le constructeur a officiellement ouvert des programmes de départs volontaires à destination de ses employés basés en Allemagne. Même son de cloche chez BMW avec un énorme succès du plan de départs ! Du côté d'Audi, le discours du patron Gernot Döllner insiste publiquement sur l'urgence de réduire la complexité et d'augmenter drastiquement l'efficacité des structures de l'entreprise.

Et pour finir, on citera Arno Antlitz, le directeur financier du groupe Volkswagen : "Nous proposons l'ID. Polo et la Škoda Epiq à des prix attractifs. Leur succès montre que nous sommes sur la bonne voie. Nous avons déjà enregistré près de 150 000 commandes pour les quatre modèles que compte actuellement notre offre de citadines électriques « Electric Urban Car Family. Mais ce succès commercial se fait également au détriment de nos résultats financiers. L'impact est encore plus important pour nos autres véhicules électriques produits dans nos usines allemandes. Dans une certaine mesure, il s'agit d'un investissement initial. Toutefois, pour assurer la viabilité de notre stratégie à long terme, nous devons impérativement réduire nos coûts afin d'améliorer la marge dégagée sur la vente de nos véhicules électriques. Nous devons diminuer les coûts des matières et des composants, les coûts de production, le coût du travail et les frais généraux."

Le message est clair : l'électrique prend bien, mais elle ne rapporte pas assez...


Nettement
Volupté
Simon, ils de Jonas
Courant
Grappin
Passif
Tranquille
Feux de braises
Cercueils
Argent
Radio-télévision italienne
Semblable
Territoire arabe
Échassier qui peut-être chauve ou sacré
Nids d'aigle
Maison anglaise
Cérémonials
Partie de l'arbre
Préampli-ficateur
Ivresse
Fléchir
Gratin
Prénom féminin espagnol
Tantale
Fromage corse
Succédané
Trompé
Libre service
Cérium
Surpris
Mer fermée
Petite route
Virtuose
Renon-cements
Conducteur d'animaux
Condition
Fils de Noé
Bison d'Europe
Dieu de la guerre
Arrogance
Opulent
Boisson exquise
Petit cours d'eau
Organi-sation sportive
Surface agricole
Piédes-taux
Grand fleuve
Amérindien
Audition
Cité légendaire
Silicium
Unir
À cet endroit
Chrome
Coiffure rigide
Granit
Le pays du matin calme
Mesure précise
Traces profondes
Réserve
Greffe
Cela
Refixé
Le père était réalisateur, le fils était chanteur
Créations
Harmonie
Septentrional
Vaisseaux sanguins
Néant
Mesurer du bois
Averties
Trône
C'était une langue paléo-hispanique
Grand froid
Prisse
Distance chinoise
Fleuve espagnol
Retranchés
Inspection
Person-nage biblique
Fleuve russe
Situé chez le notaire
Vient de rire
Pan de tissu
Organe vital
Coups de baguettes sur un tambour
Demeure
Domine
Bac à vaisselles
Cessation d'activités
Qui est tendu nerveu-sement

Les Enjeux
Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 2 novembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

G7:

Onze pays de l'UE vont libérer 42,6 millions de barils de pétrole

Onze pays de l'Union européenne vont mettre sur le marché quelque 42,6 millions de barils de pétrole, dont la moitié de gazole, issus de leurs réserves stratégiques, suite à un engagement pris dans le cadre du G7, selon un communiqué publié jeudi. "Un volume de 42,6 millions de barils sera prélevé sur les réserves stratégiques de l'UE d'ici fin janvier 2027, dont 20,5 millions de barils de gazole", a précisé ce communiqué signé par onze pays de l'UE.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or recule à son plus bas niveau depuis mi-juillet

Les cours de l'or ont atteint vendredi leur plus bas niveau depuis le 17 juillet, s'orientant vers une deuxième baisse mensuelle consécutive, dans un contexte marqué par la persistance des craintes inflationnistes et les anticipations de relèvement des taux d'intérêt américains.
L'or au comptant a reculé de 1 %, à 3.980,40 dollars l'once, portant sa baisse à 4,3 % depuis le début du mois. De leur côté, les contrats à terme sur l'or américain à échéance décembre perdaient 1 %, à 3.991,10 dollars l'once. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant reculait de 3,6 %, à 50,50 dollars, le platine perdait 3 %, à 1.443,69 dollars et le palladium cédait 2,5 %, à 981,31.

MDN/DÉCHETS NUCLÉAIRES

Lancement de la 2e opération d'assainissement du site de Béryl à Tamanrasset

La 2ème opération d'assainissement du site E2 Béryl à In Ekker à Tamanrasset en 6éme Région militaire (RM), qui coïncide avec la commémoration du 72ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de novembre 1954, a été lancée dimanche avec des moyens matériels et humains nationaux, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).
"Dans la dynamique des opérations de réhabilitation des anciens sites des essais nucléaires au Sud du pays, et à l'occasion des festivités commémorant le 72ème anniversaire du déclenchement de notre glorieuse Révolution, il a été procédé, aujourd'hui 1er novembre 2026, au lancement de la 2ème opération d'assainissement du site E2 Béryl à In Ekker/Tamanrasset/6ème RM, des déchets nucléaires, et ce, en mobilisant des compétences et des moyens nationaux, sous la supervision du ministère de la Défense nationale et en coordination avec l'Agence nationale de réhabilitation des anciens sites d'essais et d'explosions nucléaire français dans le Sud algérien, et ce, conformément aux normes nationales et internationales en vigueur", précise la même source.
"Devant le refus par la partie française d'assumer ses responsabilités pénales et de fournir les documents et cartographies des sites d'enfouissement de ces déchets nucléaires, qui constituent encore un handicap pour le développement des régions d'In Ekker à Tamanrasset et de Reggane à Adrar, les compétences nationales sont déterminées à œuvrer pour l'assainissement totale des déchets nucléaires hérités du colonisateur français dans notre grand Sud et assurer leur réhabilitation à l'avenir", ajoute le communiqué.
"Cette opération compliquée, à laquelle l'Etat algérien a mobilisé l'ensemble des moyens matériels et humains, constitue un véritable défi pour les compétences nationales, qui veilleront à la réussite de cette mission, et ce, dans le strict respect des conditions de sécurité, des protocoles et des normes internationales, relatifs à l'identification des zones radioactives, la collecte des déchets nucléaires ainsi que leur stockage dans des conteneurs en béton destinés à cet effet", conclut le communiqué du MDN.

ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA GLORIEUSE RÉVOLUTION DE LIBÉRATION

Tebboune : «Une halte symbolique qui nourrit le sentiment de fierté et d'honneur d'appartenir à cette patrie»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, samedi, que l'anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération est une halte symbolique qui nourrit le sentiment de fierté et d'honneur d'appartenir à cette chère et noble patrie et nous interpelle quant à l'impératif d'une prise de conscience des exigences de la préservation des intérêts supérieurs du pays. "En ce 72e anniversaire du 1er Novembre empreint de sentiments de profonde considération pour le sang des martyrs de l'Algérie, nous puisons notre détermination dans leur message. Nous nous inclinons, aujourd'hui, avec déférence et reconnaissance à l'occasion de cette halte symbolique qui nourrit le sentiment de fierté et d'honneur d'appartenir à cette chère et noble patrie", a écrit le président de la République dans un message adressé au peuple algérien, à la veille de la célébration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération.
Le président de la République a souligné que "cette commémoration renouvelée nous interpelle quant à l'impératif d'une prise de conscience des exigences de la préservation des intérêts supérieurs du pays". "Dans cette perspective, l'habilitation constitutionnelle et le consensus institutionnel consacrés dans le cadre de la coopération avec un pays frère et voisin traduisent notre souci de préserver nos intérêts vitaux, ainsi que notre approche anticipative, considérée comme l'un des fondements de notre stratégie de sécurité nationale face à la situation actuelle dans la région", a poursuivi le président de la République.
Et d'ajouter: "cette démarche s'inscrit également dans le respect des exigences liées à la préservation de la stabilité, dans le cadre de laquelle la nouvelle Algérie mobilise ses ressources et ses potentialités, en vertu de décisions politiques souveraines qui expriment l'esprit de Novembre".
"Le peuple algérien célèbre cet anniversaire avec fierté, en ravivant le souvenir des souffrances qu'il a endurées durant plus de cent trente années, marquées par la spoliation de sa terre, les atteintes portées à son histoire et l'effacement de son identité", écrit le président de la République. "La colonisation qu'a subie notre pays demeure, par ses violations commises à l'encontre des principes moraux et des valeurs civilisationnelles, une infamante tâche dans l'histoire de l'humanité", a-t-il souligné.
"Chaque parcelle de notre terre sacrée porte les stigmates du crime et de la haine destructrice de la vie, et chaque région garde l'empreinte d'une épopée de résistance. Aux quatre coins du pays, une résistance ne cessait que pour qu'une autre lui succède, jusqu'à ce qu'Allah fasse advenir des hommes qui endurèrent les affres de l'oppression et des persécutions, subirent les arrestations et les emprisonnements et s'aguerrirent dans la lutte, pour proclamer le premier novembre comme un tournant historique décisif. C'est alors qu'a débuté la Révolution de libération bénie, témoignage d'un peuple libre qui a payé le prix le plus lourd de son sang pour que l'Algérie vive digne et fière et que le message de Novembre demeure éternel", ajoute le président de la République.

R E.

ANTONIO GUTERRES, SG DE L'ONU

«Le non renouvellement du mandat de la MINURSO n'annule pas le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination»

Le non renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) "n'annule pas" le droit "inaliénable" du peuple sahraoui à l'autodétermination, a affirmé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.
"La MINURSO a été créée pour protéger et servir le peuple du Sahara occidental, et en particulier pour lui permettre d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination", a rappelé dans un communiqué, dimanche, son porte-parole, Stéphane Dujarric.
Il a fait remarquer, à ce titre, que le secrétaire général souligne que l'échec du Conseil de sécurité à adopter une résolution concernant l'avenir de la MINURSO "n'annule pas ces droits inaliénables" et appelle toutes les parties à "respecter et promouvoir les droits du peuple du Sahara occidental".
Le mandat de la mission de l'ONU au Sahara occidental (MINURSO) qui a expiré samedi 31 octobre, n'a pas été renouvelé après qu'aucun des deux projets de résolution, présentés vendredi respectivement par les Etats-Unis d'Amérique et la Russie n'a été adopté.
Selon le communiqué, Antonio Guterres a réaffirmé également l'engagement de l'ONU à soutenir les deux parties au conflit pour "parvenir à une solution politique juste, durable et acceptable qui garantisse le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination".
Alors que l'avenir de la MINURSO est incertain, les Nations unies restent prêtes à poursuivre leur soutien aux efforts visant à favoriser le dialogue et à rechercher une résolution du conflit par l'intermédiaire de l'Envoyé personnel du Secrétaire général, Staffan de Mistura.

OPEP+

L'Algérie et six autres pays maintiennent leur production inchangée en décembre

L'Algérie et six autres pays de l'OPEP+ ont décidé dimanche de maintenir inchangés leurs niveaux de production pour le mois de décembre, à la lumière de leur appréciation commune des conditions actuelles du marché pétrolier et de ses perspectives à court terme, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures.
Cette décision a été prise lors d'une réunion ministérielle de coordination, tenue par visioconférence, par les sept pays de l'OPEP+ disposant de capacités d'ajustements volontaires de leur production pétrolière, dont l'Algérie qui était représentée par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, aux côtés des ministres chargés du pétrole de l'Arabie saoudite, de l'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, d'Oman et de la Russie. Cette réunion a été consacrée à l'examen de la situation du marché pétrolier international, notamment de ses perspectives d'évolution, ainsi qu'à l'évaluation de ses fondamentaux, dans un contexte marqué par les incertitudes et les évolutions de l'environnement économique et énergétique mondial, ajoute le communiqué.
En vertu de cette décision, le niveau de production de l'Algérie est maintenu à 1,007 million de barils par jour pour le mois de décembre prochain.
Les sept pays de l'OPEP+ ont, par ailleurs, réaffirmé leur engagement à poursuivre une coordination étroite et à maintenir un contact permanent afin de suivre attentivement les évolutions du marché pétrolier international et d'évaluer régulièrement ses conditions, indique-t-on.
La prochaine réunion ministérielle des sept pays de l'OPEP+ se tiendra le 29 novembre 2026, précise la même source.

APS